l'Hémicycle

« Le pouvoir n'est rien, seule compte l'influence » (Hérodote)

FRANÇOIS GUILLOT/AFP

Alain Duhamel
→ P. 2

CITIZENSIDE/ZAER BELKALAI/AFP

Eva Joly
→ P. 3

Directeur de la publication : Bruno Pelletier

Directeur : Robert Namias

JULIETTE BOUDRE

Éditorial
Robert Namias

Les primaires, pourquoi pas ?

Il ne suffit pas d'ironiser, voire de caricaturer les primaires du PS pour en condamner le principe. La démocratie consiste plutôt à admettre que chaque parti fait comme il l'entend pour choisir son candidat. D'autant qu'entre la formation qui a pour candidat naturel le Président sortant et les autres partis l'équation n'a rien de comparable. Les primaires ont au moins un avantage : elles permettent aux électeurs du camp qui s'y soumet de choisir celui qui leur paraît le meilleur pour battre l'adversaire du second tour. Et elles interdisent à ces mêmes électeurs qui ne se seraient pas déplacés aux primaires de se plaindre ensuite de ne pas avoir le candidat qui leur semble le mieux placé pour gagner.

En ce sens c'est un pari démocratique qui a le mérite de la nouveauté. Le délabrement du débat public oblige à penser de nouvelles formes d'exercice du pouvoir. Cela commence par une réflexion sur les conditions mêmes d'accession à la responsabilité. Et l'organisation des primaires apparaît dans ce contexte comme une démarche sans doute nécessaire. Qui vaut mieux en tout cas que les critiques violentes mais terriblement banales que l'on a entendues du côté de la majorité après le premier débat socialiste. Entre un échange soporifique où chacun prend garde de ne pas étaler ses désaccords et un pugilat contre-productif, la voie est étroite. On verra ce que donnent les deux prochaines émissions mais, jeudi dernier, les dirigeants socialistes ont su éviter l'écueil de la division sans masquer leurs différences. Qu'ils ne s'aiment pas est une chose, qu'ils ne puissent pas gouverner ensemble en est une autre. Et rien n'indique qu'ils seraient moins solidaires que l'actuelle équipe gouvernementale. Bref, alors même que le Parti socialiste a dévoilé son plan d'organisation du vote des 9 et 16 octobre, on se doit d'observer avec intérêt et non avec un mépris partisan cette tentative de démocratie directe. Reste maintenant à mobiliser les électeurs pour valider une démarche qui au final pourrait s'avérer une expérience politiquement utile.

La France très affairée !

Clearstream, Guérini, Karachi, la Françafrique et les mallettes de billets, les affaires n'en finissent pas de s'inviter dans la politique française. Plus grave, elles risquent de polluer durablement la campagne présidentielle.

JOHANNA LEGUERRE/AFP

Aux États-Unis aussi : drogue et frasques sexuelles, c'est la biographie non autorisée de Sarah Palin, candidate aux primaires du Parti républicain, qui doit sortir dans quelques jours. Certains y verront la preuve que la France n'a pas l'apanage des boules puantes qui imprègnent systématiquement les campagnes électorales d'odeurs nauséabondes. À ceci près qu'aux États-Unis, comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne, les affaires ne traînent pas et que leurs auteurs sont vite placés sur le banc de touche. À ceci près également que cette fois, en France, ça n'est pas seulement quelques mauvaises odeurs mais un véritable climat pestilentiel qui risque de polluer le débat de 2012. Notre pays aux racines latines et méditerranéennes a décidément beaucoup de mal à gérer ces affaires qui durent plus que de raison, comme si, se tenant par la barbichette, les politiques craignaient de couper les mauvaises herbes par peur d'un effet boomerang plus dévastateur encore. D'autant que les chevaliers pas vraiment blancs qui jettent des pavés dans la mare jouent allègrement avec des dénonciations calomnieuses beaucoup plus souvent dictées par l'amertume et les rancœurs que par le sens du bien public. Le pitoyable spectacle donné par la justice et la politique, tous partis confondus, depuis quelques mois augure mal de la future campagne électorale.

À moins qu'ayant touché le fond ou presque chacun se ressaisisse et que d'un mal sorte un bien. Et qu'enfin après avoir fait le ménage, les politiques acceptent de débattre des questions sur lesquelles, quoi qu'il arrive, les Français se prononceront au moment de la présidentielle : la situation économique de la France et le rôle qu'elle peut et doit jouer à l'international. **R.N.**

→ Lire p. 2, 3, 10 et 15

Et aussi

Fottorino radiographie Duflot

JEFF PACHOUD/AFP

La secrétaire générale d'EELV se reconnaît un mentor : André Gorz, et deux références : Gandhi et Martin Luther King. → Lire p. 8

Kadhafi, un ennemi très récent

ALEXANDER KLEIN/AFP

Le député PS **Christian Paul** demande la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la livraison de matériel d'espionnage informatique à la Libye. Une livraison qui aurait pu avoir l'aval de la France. → Lire p. 10

Claude Greff la discrète

ERIC FEFERBERG/AFP

La secrétaire d'État à la Famille dévoilera sa « feuille de route » en octobre. → Lire p. 13

Au sommaire • **Marisol Touraine** répond au questionnaire de *l'Hémicycle* → P. 4 • Barack Obama sonné mais pas KO par **François Clemenceau** → P. 11 • Le nucléaire : en sortir ou pas ? par **Jean-Louis Caffier** → P. 12

Le chiffre

13,5 millions

C'est le nombre de téléspectateurs qui ont regardé DSK sur TF1 dimanche 18 septembre, entre 2009 et 20h30. Avec un pic de 14,2 millions à la fin de l'interview conduite par Claire Chazal. L'ancien directeur général du FMI a-t-il pour autant convaincu ? Rien n'est moins sûr. Pour **Bruno Jeudy**, c'est plutôt un sentiment de malaise qui prévaut. → Lire p. 4. Et Les cahiers de campagne de **Michèle Cotta** → p. 5

AVEC SNCF DIRECT, N'ATTENDEZ PLUS D'ÊTRE À LA GARE POUR TOUT SAVOIR.

TOUS LES HORAIRES EN TEMPS RÉEL SUR SNCF.COM

SNCF

FRANÇOIS GUILLOT/AFP

ALAIN DUHAMEL
JOURNALISTE ET ÉCRVAIN

« La campagne de 2012 sera une campagne de coups bas et de boules puantes du type de celle de 1981 »

Pour Alain Duhamel, la dégradation du climat de ce début de campagne présidentielle fait craindre le pire. Comme en 1981, il risque d'y avoir beaucoup plus d'attaques personnelles que de débats de fond. Selon l'éditorialiste, les affaires pourraient être génératrice d'abstention, favoriser l'extrême droite et au final gêner Nicolas Sarkozy plus que tout autre candidat.

Craignez-vous que les affaires occupent une place importante dans le débat présidentiel ?
Elles vont surtout occuper une place disproportionnée. Je redoute et prévois qu'on parlera trop d'affaires – qui pour certaines n'existent pas toujours d'ailleurs – au détriment de sujets qui sont essentiels pour l'avenir de la France. Ceux-ci mériteraient pourtant dès aujourd'hui un débat contradictoire et organisé. Évidemment, la crise, avec les réponses qu'elles nécessitent, est le premier d'entre eux. J'espère que, quand le candidat du PS sera désigné, après la mi-octobre, il pourra y avoir un débat de fond sur ces questions entre celui-ci et François Fillon.

Est-ce que ce n'est pas un classique en début de campagne ?
Il y a eu des campagnes présidentielles de tous les genres : courtes, longues, animées, lentes, élégantes, emplies de coups tordus. Je pense que celle de 2012 sera une campagne de coups bas et de boules puantes du type de celle de 1981. Il y avait eu alors beaucoup d'attaques personnelles et un refus de débattre des questions de fond.

Pourquoi anticipez-vous un tel remake ?
D'abord, il y a des affaires qui existent, il est donc normal d'en parler. Ensuite, Nicolas Sarkozy se déclarera tardivement. Plus tard il le fera, plus tard la campagne contradictoire démarrera. On va donc remplir les journaux, les débats plutôt avec du secondaire qu'avec du sérieux.

Est-ce pire aujourd'hui que par le passé ?
Ce n'est pas forcément pire que par le passé, mais c'est différent. Il y a d'une part Internet, qui est un vecteur de rumeurs non vérifiées, plus ou moins fabriquées. C'est un réseau nouveau qu'il faut prendre en compte. Il y a aussi les chaînes d'info en continu qui donnent à ces affaires, dès leur apparition et aux polémiques, qu'elles nourrissent, un retentissement considérable. Elles les font tourner en boucle toute la journée. Ce sont deux amplificateurs d'affaires qui n'existaient pas avant et dessinent un autre paysage. Il y a donc des responsabilités nouvelles des médias. À réseau nouveau ou espace nouveau, il faut une exigence nouvelle. Cela manque beaucoup aujourd'hui.

Doit-on imaginer des garde-fous ?
Cela ne peut être que de l'autorégulation. Et cela ne peut s'imposer que par la concurrence. Si une chaîne d'info apparaît plus sérieuse qu'une autre, si un site Internet paraît plus fiable qu'un autre, ils verront leur audience progresser davantage.

> « AVEC LA CRISE, LES CANDIDATS DEVRONT COMBATTRE LE CAUCHEMAR PLUTÔT QUE FAIRE RÊVER. CELUI QUI L'EMPORTERA SERA CELUI QUI EXORCISERA LE MIEUX CE CAUCHEMAR »

Il y a aussi une responsabilité de la justice…
Oui, bien sûr. Les lenteurs de la justice française – on le vérifie sans arrêt – jouent. Plus la justice se hâte, plus il y a des rebondissements possibles. Des décisions me semblent par ailleurs à justifier davantage…

La crise empêchera les candidats de proposer un programme qui fera rêver. Pourra-t-il y avoir alors chez eux, afin de l'emporter, une tentation de dénigrer l'autre?
Il est certain qu'il sera impossible de faire rêver, comme François Mitterrand l'avait fait en 1981 avec son « changer la vie » et Jacques Chirac en 1995 avec sa fracture sociale. Cette fois-ci, il faudra combattre le cauchemar plutôt que faire rêver. Celui qui l'emportera sera celui qui exorcisera le mieux le cauchemar.

Les affaires influencent-elles beaucoup le vote des Français ?
Elles ont deux effets. C'est générateur d'abstention car cela dévalorise l'apparence de la politique dans son ensemble. Cela favorise ensuite l'extrême droite. Si, aujourd'hui, on peut ne pas avoir ce sentiment car le Front national et Marine Le Pen semblent connaître un coup d'arrêt, il ne faut pas oublier qu'il reste plus de sept mois de campagne.

Ce climat gênera-t-il davantage le pouvoir en place ou bien la gauche ?
Plutôt Nicolas Sarkozy. Les affaires touchent généralement plutôt ceux qui sont depuis longtemps au pouvoir. C'est le cas de la droite aujourd'hui, qui a exercé trois mandats de suite depuis 2002. Les lenteurs de la justice font que des affaires d'hier connaissent leur développement aujourd'hui. Mais il est vrai aussi que le dossier DSK et l'affaire Guérini pèseront également lourd dans l'autre sens.

En 2002, cela n'a pas empêché Jacques Chirac d'être réélu, par exemple. Il était pourtant aux prises avec les révélations explosives de Jean-Claude Méry…
C'est vrai. C'était encore un temps où les autorités judiciaires étaient assez contrôlées. Elles le sont moins aujourd'hui – Dieu merci ! Quant au deuxième tour de la présidentielle de 2012, il demeure à mes yeux très ouvert.

Propos recueillis par Ludovic Vigogne
Chef du service politique de Paris Match

CITIZENSIDE / ZAER BELKALAI/AFP

EVA JOLY
DÉPUTÉE EUROPÉENNE
CANDIDATE EELV À LA
PRÉSIDENTIELLE DE 2012

« Les affaires et la corruption délégitiment le pouvoir politique au moment où il devrait reprendre la barre face aux marchés »

Eva Joly entend bien être la candidate anticorruption. Pour la candidate d'EELV, il ne s'agit pas de lancer des boules puantes mais de renouveler la démocratie en bâtissant une société débarrassée de la culture de l'impunité qui, selon elle, gangrène les relations sociales.

Les affaires ne cessent d'occuper la une des journaux depuis la rentrée. Quelle place auront-elles selon vous dans le débat présidentiel de l'année prochaine? Pensez-vous qu'elles influencent beaucoup les Français ?
Nul ne peut le dire. Mais je souhaite que la question de l'éthique en politique et de la responsabilité des hommes et des femmes politiques soit mise en débat avec vigueur, parce que je crois que c'est l'une des clés de la période actuelle.

Pourtant, en 2002, Jacques Chirac a été réélu alors que plusieurs affaires le menaçaient. Quel enseignement tirez-vous de cet exemple ?
Comparaison n'est pas raison. N'oublions pas l'état de sidération dans lequel les Français se sont rendus alors aux urnes. Contre toute attente, c'est Jean-Marie Le Pen que Jacques Chirac a affronté au second tour de la présidentielle. Dès lors, le choc émotionnel qui s'est ensuivi l'a emporté sur toute autre considération.

Les affaires peuvent-elles être aussi un problème pour le PS ?
Elles devraient être considérées comme un problème pour l'ensemble des responsables politiques, car elles gangrènent la démocratie, qui n'est qu'une construction fragile basée sur la confiance. La mise en examen de M. Jean-Noël Guérini montre par exemple combien il est important d'avoir des règles très claires sur les conflits d'intérêts. On ne devrait pas avoir un président de Conseil général dont le frère est attributaire de marchés, indirectement ou directement. Les citoyens ne devraient pas avoir à se demander si les deux frères Guérini se partagent un marché ! Cette situation ne devrait pas exister. Ce type de comportement nourrit la défiance à l'égard de la politique et finit par dégoûter les citoyens.

Mais n'est-ce pas quand même un débat secondaire par rapport à la crise économique que traversent actuellement la France et l'Europe ?
J'ai la conviction contraire. Nous ne vivons pas une mais trois crises conjointes : une crise financière, une crise sociale et une crise environnementale. C'est dire si nous avons besoin d'une régulation politique forte pour enrayer cette triple crise qui nous frappe. Or les affaires et la corruption « impuissantent » le pouvoir politique en le délégitimant, au moment même où il doit reprendre la barre trop longtemps abandonnée aux seuls marchés. La question de la crédibilité des responsables politiques n'est donc pas marginale. La rupture entre le peuple et ses représentants n'a rien de bon. Cette situation engendre des risques dont chacun doit prendre conscience. La France est une vieille nation, mais son caractère éruptif demeure intact. Attention à la crise de régime !

Diriez-vous qu'aujourd'hui en France la corruption reste importante ?
Le mot corruption est impropre pour décrire l'engrenage des petits arrangements avec la morale publique que chacun s'autorise. Mais les conséquences sont là. Prenez par exemple l'affaire du Mediator. Ce ne sont sans doute que quelques dérogations à la loi qui ont mis en péril la santé des victimes de la cupidité de Servier. Je plaide pour un sursaut collectif. Je ne veux pas crier au feu et attiser ainsi l'incendie qui couve. Mais force est de constater que notre pays souffre d'une culture de l'impunité qui gangrène tous les étages des relations sociales. La France ne s'est pas attaquée sérieusement à l'existence des paradis fiscaux, à l'évasion fiscale. Les conflits d'intérêts demeurent dans notre pays une pratique courante. En outre, les relations incestueuses entre le monde des affaires et la classe politique ne participent pas à la bonne santé de notre démocratie.

Face à cette situation, la justice est-elle suffisamment libre ?
Elle ne l'est jamais assez. Mais sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, nous avons atteint un pic de la volonté de contrôle du pouvoir judiciaire par le pouvoir politique. L'affaire Woerth-Bettencourt n'a-t-elle pas tristement démontré que le pouvoir en place ne tolérait pas une justice indépendante ?

Que proposez-vous pour améliorer les choses en ce domaine ?
En matière de justice, je veux lutter contre la justice à deux vitesses. Tous les justiciables doivent être égaux devant la loi, indépendamment de leur place dans la société. Je sais que les électeurs, eu égard à mon histoire, m'attendent avec vigilance sur les questions de justice. Je ferai connaître le détail de mes positions dans les semaines qui viennent. Mais l'actualité m'oblige à redire ici que je plaide pour la modification du statut pénal du chef de l'État. Nul ne doit donner le sentiment d'être au-dessus des lois.

Serez-vous dans cette campagne la candidate anticorruption ?
Pour réussir à mettre en œuvre une véritable politique écologique, nous devons redonner vie au pacte civique qui nous lie. Or la corruption, c'est précisément la transgression de ce pacte. Au fond, la corruption c'est d'abord le triomphe du chacun pour soi et la défaite du bien commun. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas d'écologie possible sans une lutte contre l'esprit de corruption. Mais chacun sait que l'écologie est un projet global, qui ne se limite pas à la dénonciation des turpitudes des élites. Dans la campagne qui s'ouvre, je compte porter l'idée d'une refondation écologiste de la République autour de l'idée du bien commun. Je veux engager la transition écologique, renouveler la démocratie et bâtir une société plus juste.

> « LA FRANCE EST UNE VIEILLE NATION, MAIS SON CARACTÈRE ÉRUPTIF DEMEURE INTACT. ATTENTION À LA CRISE DE RÉGIME »

Propos recueillis par **Ludovic Vigogne**
Chef du service politique de Paris Match

Aux Quatre Colonnes

Des députés en fuite… vers le Sénat

Une quinzaine de sièges resteront inoccupés à l'Assemblée jusqu'à la fin de la session. Sept députés UMP, sept socialistes et un radical sont en effet prêts à abandonner ce dimanche l'Assemblée pour un fauteuil au Sénat.

Le Sénat va donc devenir un refuge pour certains députés privés de leur terre d'élection législative après le redécoupage électoral exigé par le Conseil constitutionnel dans le but d'harmoniser le nombre d'habitants par circonscription. Une figure parmi ces *« migrants forcés »*, Gaëtan Gorce, élu dans l'ancien fief de François Mitterrand, la Nièvre. Actif et très présent à l'Assemblée, il est assuré de retrouver un siège au Sénat. Autre candidat, le député du Puy-de-Dôme Alain Néri : élu à l'Assemblée depuis 1988, il détient aussi un impressionnant palmarès de mandats locaux. Dans le Pas-de-Calais, où deux circonscriptions disparaissent, la Fédération du PS n'a pas hésité à faire de la place sur sa liste aux deux députés lésés, Jean-Claude Leroy et Odette Duriez, mais aussi à Catherine Génisson. Elle fulmine contre la réforme territoriale qui les prive de toute autonomie. Le député PS de l'Isère André Vallini (il a présidé la commission d'enquête sur Outreau et est le monsieur Justice de François Hollande), qui cumule son mandat parlementaire avec la présidence du conseil général de l'Isère, *« le département le moins endetté de France »*, est lui aussi vent debout contre cette réforme. Il estime qu'au Sénat son travail sera davantage en cohérence avec ses responsabilités locales, mais ne cache pas qu'il veut prendre du recul par rapport à l'agitation *« stérile et souvent superficielle »* de l'Assemblée. Presque la même tonalité chez François Goulard (UMP), nouvellement élu président du conseil général du Morbihan, qui s'éloigne sans regret des Quatre Colonnes, dont il est une des vedettes. Il faut aussi entendre François Grosdidier, qui, à 50 ans, totalise déjà 18 années à l'Assemblée. Le député-maire UMP de Woippy (Moselle) ne veut plus *« surfer sur la polémique du jour »* et préfère siéger *« dans un lieu qui est la caisse de résonance des collectivités locales, où on débat plus sérieusement »*. À côté de ces nobles causes, il en est de plus prosaïques : un député élu au Sénat libère une circonscription. Alors, si le député UMP de la 3e circonscription des Pyrénées-Orientales, François Calvet, devenait sénateur dimanche, la voie serait libre pour une des valeurs montantes de la *« Sarkozie »*, en l'occurrence le maire de la ville de Prades, qui n'est autre que le secrétaire général adjoint de l'Élysée, Jean Castex. Dire que de méchants esprits ont voulu un jour supprimer le Sénat !!!

JACQUES DEMARTHON/AFP

François Goulard. De l'Assemblée au Sénat.

Anita Hausser

Le questionnaire

Élue en 1997, battue en 2002, Marisol Touraine a retrouvé son siège à l'Assemblée en 2007. La présidente du conseil général d'Indre-et-Loire, qui soutient activement François Hollande, a accepté de se soumettre au questionnaire de *l'Hémicycle*.

Quel événement vous a décidée à faire de la politique ?
Aucun événement particulier, un processus d'évidence qui s'est progressivement imposé à moi : je voulais contribuer à peser sur le cours des choses. Je me suis d'abord engagée auprès d'un homme, Michel Rocard, avant de me présenter moi-même à des élections, pour la première fois aux législatives de 1997.

La proposition de loi que vous rêvez de faire adopter un jour ?
Il faut absolument lutter contre la souffrance au travail : cela mérite une grande loi, même si en la matière tout ne passe pas par la loi.

La loi adoptée avant votre élection que vous auriez aimé voter ?
Si je ne dois en retenir qu'une, la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse, présentée par Simone Veil. Les femmes ont conquis des droits, qui restent fragiles, et elles sont toujours victimes de violences, de dominations, de discriminations.

Quel homme politique admirez-vous le plus ?
Jean Jaurès. Il est mort il y a près d'un siècle, et tout ce qu'il a écrit résonne encore pour la gauche avec une force incroyable, mais aussi avec une modernité décapante. Certains feraient bien de le relire ! Il était un orateur, dit-on, magnifique, en tout cas ses discours le sont.

De quel adversaire politique vous sentez-vous la plus proche ?
Aucun, vraiment, car vient toujours le moment de se positionner par rapport à des valeurs, à des engagements et des convictions. Mais une femme comme Nathalie Kosciusko-Morizet m'intéresse. Je ne la connais presque pas, elle m'apparaît profondément enracinée dans la culture de droite, mais elle prend des positions fortes face au Front national.

Quel livre êtes-vous en train de lire ?
J'en lis souvent plusieurs en même temps : en ce moment, *Freedom*, de Jonathan Franzen, livre magnifique et terrible sur ce que la génération d'après-guerre, privilégiée entre toutes, (n') a (pas) su faire de sa liberté et de son confort ; mais aussi la correspondance entre René Char et Nicolas de Staël, qui fait éclater l'exigence absolue des grands artistes.

Le lieu de votre circonscription que vous préférez ?
Montbazon, bien sûr, dont je suis la conseillère générale, au creux de la vallée de l'Indre. J'ai la chance d'être l'élue d'un département d'une grande beauté, et j'ai un faible pour le château de Saché, où a vécu Balzac, qui n'est pas dans ma circonscription mais à la limite !

Quand vous fredonnez, c'est quel air ?
Un de mes regrets est de ne pas pouvoir chanter les grands airs d'opéra, *Madame Butterfly* notamment. Et sous la douche, je fredonne les chansons chiliennes qui ont marqué mon enfance, celles de Violeta Parra, des Quilapayún.

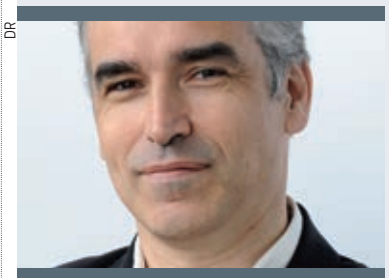
Quelle photo avez-vous sur votre bureau ?
Aucune. Je n'aime pas, pour moi, cette forme d'exhibition de la vie privée qui consiste à montrer ses enfants, son mari. Mon bureau est impersonnel, trop sans doute d'ailleurs. Je vais réfléchir à y mettre les photos des lieux que j'aime, la basilique de Vézelay, le port de Valparaíso, la côte sauvage de l'île d'Yeu.

BERTRAND GUAY/AFP

MARISOL TOURAINE
DÉPUTÉE DE LA 3E CIRCONSCRIPTION D'INDRE-ET-LOIRE

On vous propose de déjeuner en tête à tête avec une personnalité disparue. Qui choisissez-vous et pourquoi ?
Marilyn Monroe, pour tenter de comprendre la séduction absolue. Ou Churchill, l'incarnation à mes yeux de la grandeur d'État. Cela ne lui a pas porté chance politiquement !

Propos recueillis par Béatrice Houchard



DR

L'opinion
de Bruno Jeudy

Malaise

Décidément, Dominique Strauss-Kahn n'est pas le champion de la communication si souvent décrit. Une fois encore, l'ancienne étoile socialiste a manqué son rendez-vous avec la sincérité. Certes, il faudrait avoir un cœur de pierre pour ne pas rester insensible aux justifications avancées, dimanche soir, par DSK. Après tout, il a avoué une « faute morale ». Ce qui n'est pas rien. Faute avouée à demi pardonnée.

Mais voilà, au bout de ces vingt-quatre minutes de show télévisé, il n'y a guère que TF1 qui puisse avoir de quoi se réjouir. La Une a probablement décroché la plus belle audience de l'année. Pour DSK, le bilan risque d'être nettement moins positif. L'excès de com' et de scènes surjouées (le rapport du procureur brandi à cinq reprises, les silences pesants, les yeux fermés…) a étouffé la sincérité qui aurait dû prévaloir. Et provoqué in fine un sentiment de malaise. Trop de grosses ficelles, pas assez de repentance. Il s'est bien gardé d'ailleurs de présenter de plates excuses.

Résultat : les 13,5 millions de téléspectateurs ne savent toujours pas ce qui s'est passé dans la suite du Sofitel de New York. Ce ne fut pas une relation tarifée, ni un rapport sexuel sous la contrainte, a-t-il juré. Mais le même DSK a reconnu une « faute morale »… qu'il regrettera longtemps. La belle affaire ! Il nous avait déjà fait le coup au début de son mandat à la tête du FMI lorsqu'il avait dû admettre une relation adultère avec une collaboratrice.

La contre-attaque de DSK risque d'être un peu courte. En évoquant un « piège » voire un « complot », l'ancien champion socialiste a posé les jalons d'un retour. Car il espère bien revenir dans le jeu politique si l'occasion se représente en 2012 ou plus tard. Il n'a pas pu s'empêcher de délivrer sa leçon d'économie en posant son nouveau diagnostic sur la Grèce.

Dominique Strauss-Kahn n'est pas Lionel Jospin. Disqualifié par sa « faute morale », l'homme de Sarcelles n'a pas annoncé son retrait de la vie politique. La preuve que ce champion du monde de trampoline en politique ne se contentera pas d'un rôle de conférencier international, façon Bill Clinton. Il croit à un miracle. Pas sûr que le vainqueur de la primaire socialiste ait envie de faire une place à ce camarade devenu trop encombrant.

Cahiers de campagne

Par Michèle Cotta

Mercredi 14 septembre

Dominique de Villepin relaxé en appel dans l'affaire Clearstream. Victoire sur toute la ligne de sa défense : pas de complicité de dénonciation calomnieuse, pas de preuves que l'ancien Premier ministre ait eu en sa possession les listings falsifiés établis par Imad Lahoud et Jean-Louis Gergorin.

Sous les voûtes du Palais de justice, l'ancien Premier ministre a célébré avec toute la solennité voulue son innocence reconnue, après, a-t-il précisé une fois de plus, *« six ans d'un acharnement sans précédent »*.

Pour autant, bien malin qui pourrait dire le chemin que prendra Dominique de Villepin dans les mois qui viennent. Celui de la guerre ou celui de la réconciliation ? Le verra-t-on, les armes à la main, apporter son souffle et la force de ses convictions à une candidature présidentielle, bataille qu'il livrera, dans ce cas, sans gros bataillons, sans espoir de gagner, mais avec celui de faire perdre son adversaire ? Choisira-t-il, au contraire, de retrouver son rang dans la majorité, oubliant ou tentant d'oublier son ressentiment contre Nicolas Sarkozy ? Une chose certaine : il ne finira pas pendu à un croc de boucher.

Jeudi 15 septembre, matin

Georges Fillioud, qui est mort ce matin, avait mauvais caractère. Très mauvais même, parfois. C'est pour cela qu'il n'a jamais vraiment été un homme politique. On ne l'a jamais vu se livrer à des contorsions, se plier aux petits jeux du pouvoir, il n'aimait pas plus que cela les ors des palais républicains et n'a jamais fait sa cour à personne pour obtenir une faveur, une promotion, un autre ministère, plus grand, plus important, ou peut-être plus facile.

Il était pourtant un compagnon de la première heure de François Mitterrand, engagé derrière lui dès les années 1965, dans la petite convention des institutions républicaines d'où Mitterrand prit le départ pour conquérir le PS d'abord, l'Élysée ensuite, après deux essais infructueux. Nœud papillon, visage carré sur une silhouette élégante, il a été un des premiers à comprendre les aspirations à la liberté de catégories entières de la population française, des jeunes surtout, telles qu'elles s'exprimaient, dès la fin des années 1970, à travers les radios libres.

Il a compris, avant bien des politiques qui entouraient François Mitterrand, qu'à la gauche arrivée au pouvoir il fallait avant tout libérer les ondes et mettre fin à l'archaïque monopole de l'État sur la diffusion des services audiovisuels. C'est ce qu'il s'est attaché à faire en priorité, en soumettant au Parlement, un an après son arrivée au ministère de la Communication, sa loi de juillet 1982, dont le premier article était cette belle phrase, d'apparence banale, en réalité révolutionnaire dans les médias français tels qu'ils fonctionnaient jusqu'alors : « La communication audiovisuelle est libre ».

Elle l'est devenue, en effet, avec l'immédiate éclosion de mille six cents – vous avez bien lu mille six cents – radios privées, auxquelles la Haute Autorité, elle aussi créée par la loi de 1982, devait accorder leur autorisation, la liberté en matière audiovisuelle étant soumise néanmoins à une nécessité technique, celle de trouver des fréquences en nombre suffisant. Canal +, la 5, la 6 ont vu le jour un peu plus tard. Même s'ils ont changé, depuis, de propriétaires, Georges Fillioud restera toujours celui qui le premier s'est penché sur leurs berceaux.

Jeudi 15 septembre, soir

Nicolas Sarkozy, accueilli en libérateur à Tripoli. Ainsi s'achève le premier acte du conflit qui est, en quelques mois, venu à bout de la dictature de Mouammar Kadhafi. Les anciens colonisateurs, la France et la Grande-Bretagne, Sarkozy et Cameron main dans la main, devant la foule en liesse, cette issue n'était pas assurée au premier jour de l'intervention militaire de l'OTAN. Les actes qui suivent seront-ils aussi heureux que celui-là ? Comment organiser une démocratie dans un pays divisé, où les clans et les tribus désormais fortement armés risquent bien, le jour venu, de réclamer leur part de pétrole ? Comment éviter que, comme l'a dit un jour Benyamin Netanyahu, les printemps arabes ne se terminent en automnes iraniens ?

L'histoire n'est pas finie, même si elle l'est aujourd'hui – et qui le regretterait ? – pour Kadhafi.

Hollande, **Aubry**, **Valls**, qui sort vainqueur du débat de ce jeudi ? Les primaires, tout simplement. Ce n'est pas si mal. Car de cette confrontation entre les cinq candidats du Parti socialiste, auquel s'est joint, un peu décalé, le président du Parti radical, beaucoup redoutaient le pire : le désordre, les prises de bec ou autres perfidies. Rien de tout cela : un débat maîtrisé, policé, où chacun s'est exprimé sans animosité, mais sans contrainte. Au menu : dette, éducation, nucléaire, emploi. Quelles que soient leurs différences, importantes sur l'abandon ou la réduction du nucléaire, ou moins tranchées sur le périmètre de réforme fiscale ou la lutte contre le système financier, l'essentiel est que les six participants ont exprimé leur volonté commune de lutter contre la dette. L'austérité, plus ou moins sévère, figure ainsi au programme de tous.

C'est ainsi la conception d'un socialisme de gouvernement et pas d'un socialisme d'opposition qui s'est dégagée de ces deux heures de débat, que François Hollande a marqué de son autorité et Martine Aubry de sa compétence. Sans oublier Manuel Valls et Arnaud Montebourg, dont l'ardeur et la nouveauté ont enthousiasmé les internautes des réseaux sociaux. Seule Ségolène Royal a marqué le pas, moins « habitée » qu'elle l'était il y a cinq ans.

Au nombre de téléspectateurs qui ont regardé jusqu'au bout cette émission de plus de deux heures, cinq millions, on mesure le phénomène, nouveau en France, de ces primaires citoyennes. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette affaire : ce sont les socialistes français qui auront sans doute définitivement introduit en France un processus électoral américain. Et non le président de la République, plus volontiers américanophile qu'eux.

Samedi 17 septembre

Coup de gueule, il n'y a pas d'autre mot, de Jacques Delors contre la division des ministres des Finances européens au moment où l'Europe fait eau de toutes parts. Pas d'accord ce soir en Pologne entre les 17 participants sur les mesures à prendre et les aides à apporter à la Grèce. Pas le moindre pas en avant. Prochaine réunion en octobre quand sans doute, il sera trop tard. Que les Européens se débarrassent de la Grèce comme on se coupe un bras ou qu'ils consentent un prêt, mais qu'ils fassent quelque chose plutôt que, d'une capitale européenne à l'autre, le constat de leurs peurs et de leurs impuissances.

> « DIRAIS-JE QU'ON SOUFFRE POUR LUI ? VOIR DOMINIQUE STRAUSS-KAHN EN DIRECT RENONCER À TOUT CE QUI A ÉTÉ SA VIE, LA POLITIQUE, EST UN SPECTACLE PRESQUE INSUPPORTABLE »

Dimanche 18 septembre

Dirais-je qu'on souffre pour lui ? Non que **Dominique Strauss-Kahn** ait été malmené par Claire Chazal, au vingt heures de TF1. Mais voir un esprit les plus brillants de son temps avouer publiquement une « faute morale », devant des millions de Français à l'heure du dîner ; le voir renoncer en direct à tout ce qui a été sa vie, la politique, pour n'avoir pas su, un matin, éviter une tentation véritablement suicidaire – sur laquelle il n'a pas dit grand-chose –, voir que, même si son texte a été préparé, presque appris, tout éclair dans ses yeux a disparu, est un spectacle presque insupportable.

Pourquoi parler, pourquoi parler aujourd'hui ? Rien ne l'obligeait à le faire et les Français ne le réclamaient pas. Ses camarades socialistes auraient tout fait pour qu'il se taise, au moins jusqu'en mai prochain. Quant à ses adversaires, auxquels aujourd'hui il ne fait plus peur, il ne les a pas fait bouger d'un pouce. Les 13,5 millions de téléspectateurs n'y changeront rien. Après le vingt heures, l'heure a sonné de la grande solitude.

INA

Journaliste (à Europe 1 de 1956 à 1966), député de la Drôme de 1967 à 1968 puis réélu en 1973, 1978 et 1981, ministre de François Mitterrand de 1981 à 1986, Georges Fillioud est mort jeudi 15 septembre. Il laissera son nom dans l'histoire de l'audiovisuel avec la loi sur la communication autorisant les « radios libres ».

À l'instar des États et des grandes entreprises

Les collectivités locales à la merci des agences de notation

Chaque année, une trentaine de villes, de départements et de régions se soumettent au jugement des agences de notation, pour le meilleur et pour le pire. Du coup la satisfaction des uns ne peut faire oublier la contestation des autres. Des notations qui n'échappent pas à la polémique.

« UNE BONNE NOTE PERMET D'EMPRUNTER PLUS FACILEMENT AVEC DES TAUX D'INTÉRÊT PLUS FAIBLE »

Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois

Pour les élus locaux, le recours à une agence de notation répond le plus souvent davantage à un enjeu politique que financier. Une opération de communication risquée, à destination des banques, de l'État et des électeurs, la note pouvant se révéler moins bonne qu'espérée.
Basés sur les données en ligne des sites des agences Standard & Poor's, Moody's et Fitch, les résultats de l'enquête menée par Éco89 font apparaître sans surprise un triple A pour la ville de Paris et les régions Île-de-France et Rhône-Alpes. Un AA+ (ou Aa1) est décerné à Strasbourg et à sa communauté urbaine, à Villeurbanne et au département de la Manche. La liste des bons élèves compte également des départements comme l'Essonne ou l'Eure, des régions comme le Limousin ou l'Auvergne, et des villes comme Cannes ou, plus inattendu, Clichy-sous-Bois.
Connue pour figurer parmi les plus pauvres de France, la commune de Seine-Saint-Denis a vu sa note accordée par Moody's passer de A1 à Aa3 grâce à « une amélioration continuelle et significative de ses performances opérationnelles et de ses ratios d'endettement au cours de la dernière décennie ». Son maire, Claude Dilain, de rappeler que cette note *« permet d'emprunter plus facilement avec des taux d'intérêt plus faibles »*.
Moins heureuse, Aubagne s'est vue accorder un BBB- par Fitch, devenant la ville la moins bien notée de l'Hexagone. « Ses dépenses ont augmenté plus vite que ses recettes, et pour se financer elle a enchaîné les emprunts à court terme auprès des banques », justifient les analystes.

DR

Jean-Paul Bachy, président de la région Champagne-Ardenne. **Il voit dans ces notations un élément de crédibilité auprès des banques et des organismes financiers. C'est pour lui un indicateur de gestion intéressant. Mais d'autres éléments tels que le nombre d'entreprises créées ou les équipements des lycées devraient être pris en compte.**

« Un indicateur de gestion intéressant »

Depuis deux ans, la Meuse fait également appelle à une agence de notation. Avec succès, puisque cet été la note du département est passée de « A » à « A+ ». *« Il n'y avait aucun objectif financier »*, reconnaît Christian Namy, président (UMP) du Conseil général. *« La situation du département est difficile, car l'État n'a pas forcément rempli ses engagements, notamment en matière de couverture des coûts sociaux comme le RSA. J'ai pris des mesures draconiennes. C'était donc un pari pour démontrer le bien-fondé de nos décisions. »*

Le palmarès des collectivités locales*

- « AAA » : Paris ; les régions Île-de-France et Rhône-Alpes ;
- « AA+ » ou « Aa1 » : Strasbourg et sa communauté urbaine, Villeurbanne ; le département de la Manche ;
- « AA » ou « Aa2 » : Lyon ; les départements de l'Essonne, de l'Eure, de la Meuse et de Seine-et-Marne ; les régions Limousin, Pays de la Loire et PACA ;
- « AA- » ou « Aa3 » : Boulogne-Billancourt, Cannes, Clichy-sous-Bois, Marseille et la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise ; la Guadeloupe ; les régions Auvergne, Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais et Picardie ;
- « A+ » : la communauté d'agglomération de Tours ;
- « BBB- » : Aubagne (la communauté d'agglomération d'Aubagne étant notée « A »).

*source Éco89

GÉRARD LABRIET/AFP

Amiens. Quartier de Saint-Leu

Amiens, ville la mieux gérée

Le magazine économique *Challenges* a publié l'hiver dernier son classement national des villes les mieux gérées. Élaboré par Public Evaluation System, une agence indépendante de notation des collectivités locales, à partir de l'exercice comptable de 2009, le palmarès 2011 a été réalisé sur la base de cinq critères financiers (rigidité ou marge de manœuvre, solvabilité, service de la dette, réalisation et fiscalité).
Sur les 869 municipalités passées au crible, 42 réalisent l'exploit de décrocher 3 étoiles, la note maximale. Parmi elles : Verdun, Vendôme, Vélizy-Villacoublay, Tinqueux, Tergnier, Saint-Nazaire, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Dizier, Rodez ou encore Roanne. Du côté des villes de plus de 100 000 habitants, Amiens, Brest, Toulouse, Angers et Villeurbanne occupent le peloton de tête, tandis que Nice, Nantes, Saint-Étienne et Marseille ferment la marche.

Président de la Champagne-Ardenne, région créditée d'un AA- ou Aa3, Jean-Paul Bachy (divers gauche) y voit pour sa part *« un élément de crédibilité, de référence auprès de nos banques et des organismes financiers, qui permet de calculer les taux d'intérêt. C'est un indicateur de gestion intéressant. »*
Il souligne toutefois les limites d'une telle analyse, facturée jusqu'à 30 000 euros. *« Les agences ne traitent que de ratios financiers. On ne peut porter un jugement sur une collectivité avec ces seuls ratios. Il convient aussi de mesurer comment elle répond aux besoins des populations dans de multiples domaines (nombre d'entreprises créées, degré d'équipement des lycées en matériel informatique, prix d'un billet de TER pour les jeunes…). Ces éléments sont aussi importants que le PIB par habitant ou le taux d'endettement ! »*

Une analyse à court terme contestée en Picardie

La démarche, qui fait des émules à Reims, ouvre en effet la voie à la polémique. Dans son rapport annuel consacré à l'observatoire financier des régions françaises, l'agence Fitch a abaissé ainsi la note de la Picardie à AA-, estimant qu'elle possédait la plus mauvaise capacité de désendettement des régions métropolitaines, soit 10,6 ans contre 13 mois pour l'Aquitaine et les Midi-Pyrénées. Président de la région picarde, Claude Gewerc (PS) conteste une analyse à court terme, et annonce une capacité de désendettement à 5,1 ans. *« Ces projections ne sont pas faites à partir de la réalité des chiffres. On a changé les règles. Les régions, qui sont le lieu où on investit et prépare l'avenir, se sont vues retirer les moyens de remplir leurs missions. En 2004, quand on a gagné la région, qui somnolait depuis dix-neuf ans, on a mis le grand braquet. Je ne pouvais pas savoir qu'on allait me supprimer des recettes. Entre le nombre d'étudiants et le nombre de projets obtenus, la Picardie est la première région française. »* Et d'ouvrir le débat sur le financement des collectivités locales désormais confrontées à la frilosité des banques, crise oblige.

> « CES PROJECTIONS NE SONT PAS TOUJOURS FAITES À PARTIR DE LA RÉALITÉ DES CHIFFRES. ELLES NE TIENNENT PAS COMPTE DU CHANGEMENT DE RÈGLES QUE L'ON S'EST FIXÉ »
>
> **Claude Gewerc,**
> **président de la région Picardie**

Les collectivités empruntent entre 10 et 20 milliards d'euros

Pour se financer, les communes, les départements et les régions ont besoin en effet d'emprunter, selon les années, entre dix et vingt milliards d'euros. Les institutions cherchent donc aujourd'hui des alternatives. Car depuis 2008, les relations entre les banquiers et les élus locaux se sont tendues. En cause : des produits financiers toxiques qui, comme à Saint-Étienne ou en Seine-Saint-Denis, plongent des centaines de villes au bord de la faillite (lire aussi notre édition du 14 septembre).
D'où l'idée soutenue par plusieurs élus locaux comme Philippe Laurent, maire (divers droite) de Sceaux (Hauts-de-Seine) et président de la commission des finances à l'Association des maires de France, de créer une agence de financement des collectivités locales. Mais pour séduire les investisseurs internationaux, l'initiative devra d'abord décrocher un triple A. **Ludovic Bellanger**

DR

Philippe Laurent, maire de Sceaux. Il souhaite la création d'une agence de financement des collectivités locales.

Les cantines au régime bio

La Drôme a imposé 25 % de produits issus de l'agriculture biologique dans les menus des cantines scolaires.

Premier département français en matière d'agriculture biologique grâce à l'appui du Conseil général, la Drôme met les cantines au vert. Avec 13,1 % de sa surface agricole utile (SAU) consacrées aux cultures bios, soit quatre fois plus que la moyenne nationale, le département s'est engagé dès 2004 dans un projet de sensibilisation. Une campagne destinée à introduire des repas à base de produits issus de l'agriculture biologique dans les cantines scolaires.
Résultat, la Drôme est le département où les collégiens se voient proposer la plus grande proportion (25 %) de produits biologiques à leur menu. Une initiative qui anticipe celle du ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, qui souhaite au moins 20 % de « bio » dans la composition des repas des cantines d'ici dix ans.

> « LE BIO PERMET UNE NETTE AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ ET DE LA DIVERSITÉ DES PLATS DANS LES CANTINES SCOLAIRES »
>
> **Christine Argelès,**
> **maire-adjointe de Rouen**

Malgré les réticences, la tendance dépasse aujourd'hui les frontières départementales. Grande-Synthé, près de Dunkerque, propose ainsi des menus 100 % bio. À Anglet, dans le Pays basque, 100 % des produits frais servis depuis la rentrée sont bios. Quant au conseil général du Gers, il multiplie les appels du pied vers les établissements. *« Cela permet une nette amélioration de la qualité et de la diversité des plats »,* constate pour sa part Christine Argelès, maire-adjointe à Rouen, qui mise sur les produits bios et locaux.
L.B.

DR

Didier Guillaume, président du conseil général de la Drôme. Il est l'un des principaux artisans de l'instauration du régime bio dans les écoles du département.

En bref

LES PAYS DE LA LOIRE LANCENT LE PACK 15-30

Santé, transport, logement, culture et sport, les Pays de la Loire deviennent la deuxième région à lancer le pack 15-30. Un bouquet d'aides spécifiques, sous forme de réductions et de subventions, destiné à faciliter l'accès à l'autonomie des jeunes. La Région garantit ainsi le paiement des loyers en cas d'impayés à travers une caution régionale.

UN MUSÉE AÉRONAUTIQUE À TOULOUSE

La première pierre du futur musée aéronautique Aéroscopia à Blagnac, près de Toulouse, a été posée cet été. Dédié au patrimoine et à l'histoire de l'aviation, le projet ambitieux de 16 millions d'euros entend être l'équivalent toulousain du Musée de l'air et de l'espace du Bourget, en région parisienne.

BÈGLES, DES STUDIOS EN CONTENEURS

Tirant la leçon des problèmes d'isolation phonique et thermique rencontrés sur la résidence universitaire du Havre, Bègles inaugurera cet automne son programme Habitat 21. Le projet, soutenu par Noël Mamère, regroupe 21 studios de 29 m², aménagés dans d'anciens conteneurs maritimes. Outre l'équipement standard (séjour, couchage, cuisine et salle d'eau), les futurs locataires disposeront d'un potager commun, d'une laverie et d'un parc de bicyclettes. Seuls les tarifs de locations ne sont pas low-cost.

LA CHARENTE-MARITIME SOURIT AUX HANDICAPÉS

Parcs de loisirs, hôtels, musées, monuments et même plages : avec 210 sites classés « Tourisme et Handicap » (un label créé en 2001), le département du Sud-Ouest s'est hissé cet été à la première place des départements de France pour l'accueil des touristes handicapés.

MULHOUSE INAUGURE SON AUTODROME

La ville aux neufs musées – dont la Cité de l'Automobile, qui abrite la prestigieuse collection des frères Schlumpf – a inauguré cet été son autodrome. L'anneau asphalté, unique en France, est destiné à faire évoluer quelques-uns des 400 modèles exposés au cœur des anciennes usines de filatures, qui accueillent chaque année près de 200 000 visiteurs.

Duflot sur la planète Gorz

Par Éric Fottorino

Cécile Duflot n'a pas voulu porter les couleurs d'EELV à la présidentielle. Jeune pasionaria de l'écologie, elle a pourtant le charisme des hommes et des femmes qui sortent de l'ordinaire. Rendez-vous en 2017.

Elle parle vite, s'enflamme, se lève, se rassoit, s'indigne, sème ses phrases de « putain ! » ou de « c'est galactiquement absurde ! », cherche un document à vous donner, à lire absolument, elle le trouve, le voici, la voilà, Cécile Duflot. Et ce premier contact dans son QG d'Europe Écologie-Les Verts, devant un thé non moins vert, laisse une impression sans nuance : la jeune leader écologiste est d'abord sa propre référence. Son énergie naturelle, elle la puise en elle. Énergie renouvelable, huile de coude, curiosité, volonté, désir de fédérer comme une bonne mère de famille en évitant autant que possible les affrontements, même si son ami Dany la charrie en lui disant que parfois c'est sain de s'engueuler. *« J'en ai marre des grands hommes !* avoue-t-elle. *Je goûte chaque jour les limites du statut de femme en politique, même si je suis consciente des avancées depuis le XIXe siècle.»* À ses yeux, le temps des penseurs de l'écologie est passé. *« On entre maintenant dans l'âge des acteurs. »* Et cette petite fiancée des utopies carbure au concret, d'ailleurs elle embraie sur les emplois que crée le recyclage, devant une affiche prohibant les gaz de schiste.

Gandhi et Luther King

Ses points de repère ont surgi tôt dans la petite enfance, entre 7 et 10 ans. Ils s'appelaient Gandhi et Martin Luther King, leur vie était racontée en BD dans des albums de chez Bayard : Cécile Duflot en reste à jamais fascinée. Le Mahatma pour l'art d'obtenir, d'entraîner les foules, de convaincre les puissants par la non-violence. Et, chez Luther King aussi, le leadership paisible, l'antimilitarisme, l'obstination têtue qui mène aux grandes inflexions, aux grandes ruptures, « comme un tuyau qu'on plie ». Luther King le conquérant des droits civiques. Dans son enfance à Villeneuve-Saint-Georges, elle était la seule blanche de sa classe – avec un jeune Turc. La sensation d'être en minorité, elle connaît. Mandela s'est ajouté plus récemment à son gotha, après qu'elle a découvert dans sa biographie les grenouillages qui agitaient les courants et les sous-courants des partis noirs, les arrangements et la petite cuisine qui n'ont pas fait perdre de vue au leader sud-africain sa mission historique. Toutes proportions gardées, l'ébullition des premiers mouvements anti-apartheid lui a rappelé les agitations du mouvement écolo…

JOEL SAGET/AFP

Des textes de combat

Rien d'autre, Cécile Duflot, pas d'autre lumière traçante hormis cette trinité indo-afro-noir-américaine ? Si, bien sûr. Voilà enfin le document qu'elle cherchait il y a un instant, inquiète de ne plus le retrouver dans la mémoire de son ordinateur. Elle le donne à qui veut, elle le sait infaillible, il suffit de le lire et ça y est, croit-elle, vous ne pourrez plus passer à côté de l'écologie. Même certains de ses amis socialistes se sont ralliés. Elle prononce le nom de l'auteur et, là, son regard s'éclaire : André Gorz. Le grand penseur de l'écologie politique. À sa mort en 2007, c'est elle qui a rédigé le communiqué d'hommage de son parti. Avec le *« regret égoïste »* de ne l'avoir jamais rencontré. Elle commence par la corde sensible, le poignant *Lettre à D., Histoire d'un amour*, livre qu'il écrivit pour son épouse Dorine, alors très malade, avant qu'ils ne se suicident ensemble. *« Tu vas avoir quatre-vingt-deux ans. Tu as rapetissé de six centimètres, tu ne pèses que quarante-cinq kilos et tu es toujours belle, gracieuse et désirable. Cela fait cinquante-huit ans que nous vivons ensemble et je t'aime plus que jamais. »* Qu'un homme puisse ainsi parler de sa femme la bouleverse. Mais le document qu'elle tend est un testament politique, le dernier entretien donné par André Gorz, en décembre 2006, au *Nouvel Observateur*. Il y définit l'écologie comme *« discipline foncièrement anticapitaliste et subversive »*. Une écologie *« dessoûlée du productivisme du XIXe siècle »*, précise Duflot. Il condamne un système prédateur qui épuise les énergies fossiles, détruit le *« bien commun »*, les espaces publics, les services collectifs, tout ce qui ne peut s'exprimer en termes d'argent mais constitue une richesse intrinsèque, *« échangeable contre rien d'autre »*. Il montre l'absurde du modèle de la surconsommation – soutenu pas le marketing et la publicité qui, aux besoins limités, *« substituent des désirs et des fantasmes qui ne le sont pas »*. Au risque de polluer, de détruire les milieux naturels, de priver les populations du droit de choisir *« leur façon de vivre ensemble, de produire et de consommer »*. C'est un texte de combat, exigeant, qui décortique les impasses de notre modèle de croissance.

> « LA JEUNE LEADER ÉCOLOGISTE EST D'ABORD SA PROPRE RÉFÉRENCE. SON ÉNERGIE NATURELLE, ELLE LA PUISE EN ELLE »

Des lectures qui confortent un engagement

Cécile Duflot en a médité chaque phrase, pesé chaque mot. Pour elle, la vision de Gorz est imparable : *« la logique d'accumulation du capital au détriment des ressources naturelles est un système non durable »*. Brandissant son téléphone portable, elle pousse ce cri du cœur digne du « halte à la croissance » des Cassandre du Club de Rome : *« Dans dix ans il n'y aura plus de métaux rares pour les écrans tactiles ! »* La lecture de Gorz a aussi conforté son engagement dans l'action collective. La voilà qui cite à haute voix ce passage du journaliste-philosophe à propos d'Hans Jonas : *« Je n'aime pas l'approche kantienne de Jonas. Il en appelle au sens de la responsabilité de chacun, individuellement. Mais je ne vois pas comment les choix individuels changeront rapidement et radicalement notre modèle de consommation et de production. »* Pour Cécile Duflot, cette lucidité est la clé de son admiration pour Gorz et le ressort de sa quête : *« l'écologie, comme éthique, nécessite une organisation politique. Elle ne peut reposer sur la culpabilisation individuelle. »* On croirait entendre André Gorz quand, dans son ultime entretien publié, il rappelait que *« le consommateur individualisé est le contraire du citoyen qui se sent responsable du bien commun »*. Cécile Duflot synthétise cette ambition d'une écologie pour tous qui ne soit pas *« une idéologie normative »* mais un mouvement favorisant au contraire l'autonomie, l'exception, la différence. Un élan de masse qui respecte l'individu comme elle, Cécile Duflot, respectait André Gorz.

La sortie de l'euro

Un drachme pour l'Europe ?

Et si on oubliait un instant les a priori politiques et les idéologies pro ou anti-européennes pour se poser la question d'une sortie de la Grèce de l'euro. Est-ce techniquement possible ? Et avec quelles conséquences ? Éléments de réponse avec **Axel de Tarlé**.

Pourquoi est-ce tabou ?

Jean-Claude Trichet comptait quitter la présidence de la Banque centrale européenne, le 31 octobre prochain, comme l'un des « pères fondateurs » de l'Europe, « bâtisseur de l'euro », la monnaie de 300 millions d'Européens. Va-t-il quitter la scène comme un « criminel économique, qui a fabriqué des millions de chômeurs », pour reprendre l'expression musclée du banquier d'affaires Philippe Villin, visiteur du soir de l'Élysée et anti-Maastricht de la première heure ? Il est clair que pour toute une génération de dirigeants européens, détricoter l'euro c'est déconstruire l'œuvre d'une vie. Depuis vingt ans, l'Europe n'avait qu'un seul projet : l'euro. Difficile d'admettre aujourd'hui qu'on a fait fausse route.

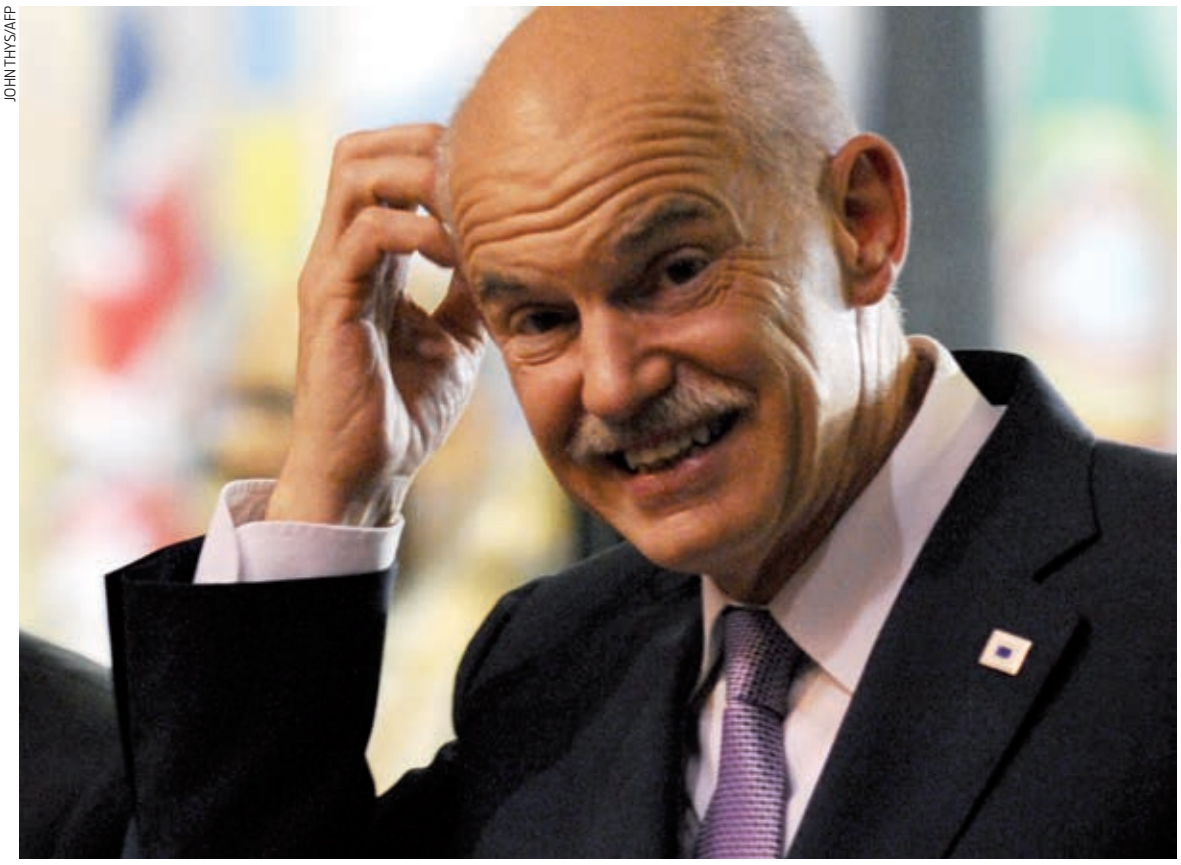
Plus grave, aux yeux de l'Histoire, avec un grand « H », Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ne veulent pas apparaître comme les fossoyeurs de l'Europe. *« Si l'euro échoue, l'Europe échoue »* disait la Chancelière. La construction européenne est la grande aventure du Vieux Continent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : détricoter l'euro, c'est revenir vingt-cinq ans en arrière. On accusera sûrement Nicolas Sarkozy et Angela Merkel de ne pas avoir réussi à s'entendre, provoquant ce « grand bon en arrière ». Et maintenant, quel projet pour une Europe balkanisée, à l'heure des nouvelles superpuissances chinoise, indienne, ou brésilienne ? On comprend que nos dirigeants se battent jusqu'au bout pour sauver l'euro, coûte que coûte. Et tant pis si le chômage explose en Grèce, et tant pis si la perte de compétitivité et l'explosion de la dette condamnent des peuples à l'austérité perpétuelle.

Techniquement, comment on sort de l'euro ?

Le peuple est souverain. Acculé par une explosion du chômage et une sous-compétitivité dramatique de son industrie, étouffé par une monnaie trop forte, le peuple grec finira d'ailleurs probablement par réclamer cette sortie de l'euro. Techniquement, c'est possible. Le 8 février 1993, la couronne tchécoslovaque s'est scindée en deux monnaies : la couronne tchèque et la couronne slovaque. Évidemment, le contexte de crise rend la scission grecque infiniment plus complexe.

Premier impératif : il faut prendre les Grecs par surprise, et imposer immédiatement un strict contrôle des changes et un gel des avoirs bancaires, pour éviter que tous les Grecs ne retirent tous leurs euros des banques grecques et les placent à l'étranger avant la conversion forcée des euros en drachmes grecs, forcément dévalués.

JOHN THYS/AFP



George A. Papandreou, Premier ministre grec. Sortir ou ne pas sortir, telle est la question.

Mais il n'y a pas de mode d'emploi pour sortir de l'euro. Un nombre incalculable de problèmes vont se présenter. À commencer par l'impression de nouveaux billets en drachme, qui pourrait prendre plusieurs mois. Par ailleurs, les entreprises privées resteront endettées en euro (fort), mais auront des revenus en Drachme faible. Doivent-elles, elles aussi, répudier une partie de leur dette ? Plus grave, cette faillite de l'État grec ne manquerait pas de déstabiliser profondément le secteur bancaire grec, avec des conséquences imprévisibles sur les banques européennes. On a vu comment la faillite d'une seule banque, Lehman Brothers, a pu déclencher une crise mondiale. En fait, tout cela ressemble à un saut dans l'inconnu. Et, logiquement, sauter dans le vide recèle une part d'inconscience, qui – à juste titre – terrifie nos dirigeants européens.

Quelles conséquences pour les banques françaises ?

Une sortie de la Grèce de l'euro ne manquerait pas de créer un effet domino sur le thème « Et maintenant, à qui le tour ? ». Le Portugal, l'Espagne, voire l'Italie pourraient à leur tour sortir. Ces dévaluations et faillites en cascade plomberaient sévèrement les banques françaises. Impossible néanmoins de voir une banque française faire faillite. Comment expliquer au citoyen qu'il a perdu toutes ses économies ? Il faudrait donc nationaliser les banques.

Après un premier sauvetage en 2008, ce serait donc la deuxième fois que le peuple est appelé à sauver les banques. On peut parier que, cette fois, les contreparties exigées seront beaucoup plus draconiennes : interdiction des métiers spéculatifs, limitation des hauts salaires, interdiction des bonus pour les traders… Comme un parfum d'URSS dans les salles de marché ! Et pourtant, c'est un peu injuste : car, autant en 2008 les banques étaient coupables de s'être fourvoyées dans l'aventure invraisemblable des subprimes, autant cette fois on ne peut pas leur reprocher d'avoir acheté des emprunts d'État, États qui se sont montrés incapables de rembourser. Mais la preuve est faite : les banquiers n'arrivent pas à garantir nos économies. *« La banque est une affaire trop sérieuse pour être confiée aux banquiers »,* lance l'économiste Philippe Brossard ! En Grande-Bretagne, le rapport Vickers préconise une séparation des banques de dépôt des activités spéculatives. Il faut s'attendre à un très sérieux tour de vis réglementaire.

Confidentiel

COSTCO, LE GÉANT AMÉRICAIN DE LA DISTRIBUTION LORGNE SUR LA FRANCE

Le géant américain de la distribution Costco veut implanter ses magasins-entrepôts dans les grandes agglomérations françaises. Le cabinet de conseil en service immobilier CB Richard Ellis (CBRE) s'est vu confier un mandat pour lui trouver des emplacements.

Le quatrième distributeur américain fonctionne comme un club-entrepôt avec une adhésion payante, qui s'adresse aux professionnels mais aussi aux particuliers avec « des prix défiant toute concurrence ». L'enseigne commercialise notamment des produits dans de très grands conditionnements, ce qui lui permet de jouer sur les prix. Son offre comprend « l'épicerie, les produits frais, l'électroménager, l'électronique, la beauté et la santé, la bijouterie, l'équipement de bureau, les articles de sport, et bien d'autres domaines », indique un communiqué.

Les magasins ont une surface de 12 000 à 14 500 mètres carrés, situés sur des terrains d'environ 2,5 à 6 hectares, facilement accessibles en voiture, proche des axes routiers importants, et avec une très forte visibilité depuis ces axes. Concernant les sites, Costco préférerait acheter des terrains et bâtir ses propres bâtiments. Mais il peut facilement envisager aussi l'opportunité de louer des terrains à long terme, ou même travailler avec un promoteur ou une société de BTP pour acheter ou louer un bâtiment à construire selon son cahier des charges. Plusieurs grandes agglomérations commencent déjà à être approchées.

Joël Genard

Des rebelles libyens très écoutés !

Du matériel de surveillance du Web a-t-il été vendu à Kadhafi avec l'aval du gouvernement français dès 2007 ? Une filiale de Bull a vendu aux Libyens ces outils d'analyse destinés à espionner les opposants au régime de Tripoli. Le député socialiste Christian Paul demande la création d'une commission d'enquête parlementaire sur cette affaire. Interview.

Vous venez d'interpeller le Premier ministre pour l'aide apportée en 2009 par une filiale de Bull au régime de Kadhafi. Cette affaire souligne selon vous la connivence de la France avec une dictature ?

Christian Paul : J'ai toujours considéré que la vertu était un investissement, et cette affaire démontre que l'on est dans un cynisme absolu. Ce contrat signé par la société Amesys, spécialisée dans les systèmes sécuritaires et rachetée par Bull en janvier 2010, a permis de surveiller les opposants libyens. À Tripoli, nous avons eu confirmation que la filiale de Bull avait bien vendu ce système de surveillance du Web. Il y a quinze jours, j'ai interrogé le Gouvernement à l'occasion d'une question écrite et je n'ai pas de réponse à ce jour, même si nous sommes encore dans les délais. Mais il est clair, au vu des informations dont nous disposons, que tout a commencé en 2007 dans la foulée de la venue en France de Kadhafi.

Souhaitez-vous l'ouverture d'une information judiciaire pour faire toute la lumière sur cette affaire ?

CP : Le rôle d'un parlementaire n'est pas de remplacer un juge. Il est clair en revanche que la responsabilité politique du Gouvernement est engagée. Car il est évident que ce type de matériel est invendable sans un feu vert politique. Le débat qui s'est installé est de savoir si les armes électroniques doivent faire l'objet d'une autorisation préalable dans le cadre des procédures qui autorisent la vente d'armes.

Nous devons aussi savoir qui a donné le feu vert et qui a servi d'intermédiaire avec le régime libyen ? Les langues commencent à se délier. Il y a des témoignages qui affirment, comme l'a révélé *Le Figaro,* qu'il y a même eu un service après-vente réalisé auprès des services secrets libyens. C'est la raison pour laquelle je souhaite a minima une commission d'enquête parlementaire pour faire toute la lumière. La responsabilité du Gouvernement est engagée. Un régime autoritaire a espionné sa population civile et les foyers d'opposition. La vente a été confirmée et la société Amesys, filiale de Bull, a rendu public un communiqué très maladroit dans lequel le groupe précisait ce que les armes ne permettaient pas de faire, et l'on comprend en revanche à la lecture ce qu'elles permettaient de faire. Notamment de prendre connaissance des mails échangés et des réseaux sociaux fréquentés.

Craignez-vous que d'autres dictatures aient bénéficié des mêmes technologies et du même soutien de la France ?

CP : Il y a plusieurs questions qui se posent au-delà de cette affaire. La première est de savoir jusqu'où est allée la France dans l'appui au régime de Kadhafi. La seconde, comme vous l'indiquez, est de découvrir si d'autres États dans le monde ont bénéficié de ces dispositifs et du soutien des services français. La part d'ombre du Sarkozysme est en train d'apparaître en pleine lumière avec les affaires récentes. Celle-là ne constitue qu'un des aspects de cette période. Que la France vende des armes n'est pas nouveau, mais dans le cas présent ces systèmes de surveillance ont servi à espionner des citoyens. Et cela de façon massive. On ne peut pas se dédouaner. On connaissait les usages possibles de ce type de matériel. Je n'accepte pas l'idée qu'un gouvernement s'engage sans contrôle. Il faut que la lumière soit faite. Cette affaire démontre qu'on est allé très loin dans la connivence avec le régime de Kadhafi, et que jusqu'à la dernière minute le courant passait bien avec le régime de Tripoli.

> « LA PART D'OMBRE DU SARKOZYSME EST EN TRAIN D'APPARAÎTRE EN PLEINE LUMIÈRE AVEC LES AFFAIRES RÉCENTES »
> **Christian Paul**

LIONEL BONAVENTURE/AFP

Si ces technologies ont été commercialisées sans l'aval de l'État, que faut-il faire pour qu'à l'avenir cela ne se reproduise pas ?

CP : Il est clair qu'à l'avenir il faut mettre fin à ce type de pratiques. Je souhaite un encadrement extrêmement strict des ventes. Les interceptions électroniques ne sont justifiées que lorsqu'elles se font dans un cadre judiciaire. L'exportation de ces outils d'analyse des échanges numériques (messageries, réseaux sociaux) commercialisés par les entreprises françaises doit à l'évidence être soumise au contrôle et à l'autorisation des autorités françaises, car je considère qu'ils sont assimilables à des armes technologiques. Je pense qu'il est temps de mettre en place des contre-mesures de contrôle. Le développement d'Internet prouve qu'il va falloir durcir encore plus la législation pour prévenir cette Société de surveillance qui petit à petit se met en place à travers le monde. On est vraiment sur le terrain des libertés numériques. Je pense d'ailleurs à ce propos qu'il faut faire en sorte que la CNIL évolue en commission nationale des libertés numériques. Cette vieille dame doit évoluer. Le renforcement de la CNIL devra se faire avec des moyens budgétaires supplémentaires.

Si la commission d'enquête parlementaire se met en place, nous pourrons interroger tous les acteurs de cette affaire et je serais par exemple très intéressé d'entendre Claude Guéant.

Propos recueillis par Joël Genard

La réglementation en la matière

En France, la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG) est chargée d'examiner les demandes d'agrément préalable en vue d'une exportation de ce type de matériels ou assimilés.

Au titre des articles R 226 du Code pénal, *« De l'atteinte à la vie privée »*, la fabrication, l'importation, l'exposition, l'offre, la location ou la vente de tout appareil susceptible de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances est soumise à une autorisation délivrée par le Premier ministre, après avis d'une commission consultative *(cf.* l'Instruction du 5 septembre 2006 *« relative à la commercialisation et à l'acquisition ou détention des matériels permettant de porter atteinte à l'intimité de la vie privée ou au secret des correspondances »).*

En 2007, un rapport du Sénat relevait que cette commission consultative s'est réunie vingt fois en moyenne au cours des trois dernières années.

En réponse à une question parlementaire de Marc Le Fur, on apprenait en 2009 qu'elle s'était réunie six fois par an entre 2006 et 2008...

Obama : sonné mais pas KO

Par François Clemenceau

Lesté par une popularité flageolante et un taux de chômage qu'il n'arrive pas à réduire, Barack Obama a quatorze mois pour convaincre une opinion qui ne sait plus à quel saint se vouer. Mais trop d'adversaires républicains tuent l'adversaire, et le Président américain entend profiter de ce trop-plein pour mettre au point sa stratégie de reconquête.

Les politologues américains aiment jongler avec les lois des séries. Depuis la Grande Dépression des années 1920, huit présidents ont réussi à se faire réélire. Six d'entre eux parce que les conditions économiques s'étaient nettement améliorées sous leur premier mandat et deux seulement, Harry Truman et George W. Bush, en dépit d'une conjoncture particulièrement difficile. Comme le résume crûment le spécialiste électoral Bill Schneider, un ancien de CNN aujourd'hui expert au think tank centriste Third Way, *« aucun président américain n'a réussi à obtenir un deuxième mandat avec un chômage dépassant les 7 % et, comme la situation ne risque pas de s'inverser radicalement d'ici l'an prochain, autant dire que la réélection d'Obama est à ce stade inenvisageable »*. Le sort de Barack Obama n'est pas seulement lié à celui des 14 millions de chômeurs actuels, victimes de la plus grande crise économique et financière qu'ait connue l'Amérique depuis le début du XXe siècle. Le président américain paie aussi le prix d'une stratégie et d'un style qui ont déçu jusqu'au cœur de son parti. Certains de ses conseillers lui ont reproché à plusieurs reprises de vouloir jouer « l'intelligence des compromis » face aux républicains parce qu'il répugne à gagner les parties de bras de fer qu'une majorité peut imposer à la minorité.

Malgré un discours incroyablement pugnace il y a moins de deux semaines devant les deux Chambres du Congrès, lors duquel le Président a dévoilé son nouveau plan de lutte antichômage, beaucoup de militants et de dignitaires démocrates estiment que ce sursaut est arrivé trop tardivement. À l'image de James Carville, l'ancien conseiller de Bill Clinton qui dirigea ses deux campagnes victorieuses de 1992 et 1996. *« Votre stratégie actuelle ne marche pas, monsieur le Président »*, lui a-t-il lancé en direct à la télévision l'autre jour, *« il n'y a plus de temps à perdre, virez les incompétents, faites inculper les coupables de Wall Street et battez-vous enfin ! »*

Pas si simple. Barack Obama a bien conscience qu'il est otage d'une conjoncture catastrophique dont il n'est que l'héritier. La crise financière est née à la fin des années Clinton lorsque le Congrès républicain de l'époque adopta une législation bancaire ultralibérale. Elle s'est développée sous George W. Bush et s'est aggravée de façon épouvantable au tout début du mandat d'Obama. Qui aurait pu croire qu'en un peu plus de trois ans le pays retrouverait une croissance forte créatrice d'emplois ? Le plan de relance d'un montant de près de 800 milliards de dollars adopté au printemps 2009 a permis de colmater les brèches. Mais par les temps qui courent, il ne suffit pas de sauver des emplois ou d'en recréer (pas moins de 130 000 dans un secteur aussi sinistré que l'industrie automobile il y a encore dix-huit mois). C'est toute la machine qui doit repartir et c'est loin d'être le cas. Malgré le renflouement des plus grandes banques américaines, ces dernières ont prêté en volume en 2010 moins d'argent aux entreprises que le montant de leurs bénéfices avant impôt ! Moins d'activité, moins de croissance, moins d'emplois et donc, puisque nous sommes aux États-Unis et que les filets sociaux sont minces, plus de pauvreté. Parmi les 46 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté selon la dernière enquête du Census Bureau, un record historique, ceux qui ont trinqué davantage que les autres sont les 15-24 ans, les Noirs, les mères célibataires et les Hispaniques. Autant de personnes qui s'étaient ruées en masse pour propulser Obama à la Maison Blanche et qui s'estiment, à tort ou à raison, désenchantées voire trahies.

SAUL LOEB/AFP

Sauf que dans leur malheur les Obama boys risquent bien de recevoir un coup de main inattendu. Sans préjuger du résultat des primaires du Parti républicain, les deux hommes en tête des intentions de vote pour le moment sont Rick Perry, le gouverneur du Texas, et Mitt Romney, l'ancien gouverneur du Massachusetts. Si le premier parvient à gagner la nomination, il le devra aux « tea partiers » auprès de qui il est très populaire. Or l'idéologie de cette extrême droite chrétienne anti-État révulse une bonne partie du centre de l'électorat ainsi que les électeurs « indépendants » qui ne se reconnaissent ni dans le camp démocrate ni du côté des républicains. De quoi permettre à Obama une victoire par défaut après avoir joué sur la peur de Perry. Si en revanche le Grand Old Party se choisit Mitt Romney, au profil plus classique et plus modéré, le Tea Party pourrait se venger en envoyant dans la course au dernier moment un troisième homme capable de faire perdre de peu son rival républicain. Les exemples passés ne manquent pas : George Wallace, Pat Buchanan ou Ross Perot, des figures marginales mais suffisamment conservatrices dans chacun des deux camps pour attirer un pourcentage d'extrémistes à même de déstabiliser l'échiquier.

> « VOTRE STRATÉGIE ACTUELLE NE MARCHE PAS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT. IL N'Y A PLUS DE TEMPS À PERDRE, VIREZ LES INCOMPÉTENTS, FAITES INCULPER LES COUPABLES DE WALL STREET ET BATTEZ-VOUS ENFIN ! »
>
> **James Carville,** ancien conseiller de Bill Clinton

À la fin du mois dernier, le Pew Research Center a publié une enquête d'opinion révélatrice du malaise ambiant. La confiance dans la capacité du Parti républicain à faire mieux qu'Obama n'était que de 34 % ! En baisse de neuf points par rapport au début de l'année. Même la popularité du Tea Party en prenait pour son grade avec une chute de 25 points entre janvier et août dernier. De quoi permettre à Barack Obama de se lancer décomplexé dans la bataille et de rendre coup pour coup à ses adversaires. Bill Schneider en doute et rappelle Machiavel : *« il est plus sûr d'être craint que d'être aimé »*. Or Obama, jusqu'à présent, a refusé ce conseil. Par narcissisme ou naïveté. Ou les deux ? À lui de prouver qu'il peut surprendre.

Nucléaire en 2050 : le réduire ou pas ?

Peut-on imaginer ce que seront les besoins énergétiques dans quarante ans ? C'est en tout cas l'ambition de la commission « Énergie 2050 » installée récemment par Éric Besson. Cette commission devra également se prononcer sur la question du nucléaire, qui continue de diviser spécialistes et politiques. Peut-on imaginer de réduire la production du nucléaire et dans quelle proportion ? Le ministre de l'Industrie attend les conclusions de cette commission, dont la composition est déjà contestée, d'ici fin janvier 2012.

Depuis Fukushima, le nucléaire occupe quasiment toute la place du débat sur l'énergie. La commission « Énergie 2050 » a au moins un double mérite : élargir les perspectives et envisager tous les schémas possibles, y compris mais pas seulement l'hypothèse de réduction de la part du nucléaire.

Éric Besson s'est d'ailleurs empressé, vendredi dernier à Bollène, d'insister sur ce point qui divise à gauche et crée des tensions dans la primaire socialiste. Le seul « incident » lors des trois heures de débat sur France 2 a opposé Martine Aubry à François Hollande sur l'avenir du nucléaire. La première veut « *en sortir* » comme elle l'a affirmée devant Cécile Duflot, le second veut « *réduire la part de l'atome à 50 % de l'électricité contre 75 aujourd'hui* ». Le ministre de l'Industrie semblait ravi d'annoncer que l'hypothèse Hollande allait être étudiée dans le cadre de la commission en donnant le sentiment qu'il n'y croyait pas une seconde. En fait, ce serait sans doute techniquement possible mais à condition d'y mettre un prix très élevé. Éric Besson a pris l'Allemagne en exemple : « *En sortant du nucléaire, les Allemands acceptent en même temps une hausse du prix de l'électricité et l'ouverture de centrales au gaz et au charbon.* » Autrement dit, Éric Besson a du mal à cacher qu'il compte sur les travaux de la commission pour montrer que toute sortie du nucléaire aurait des répercussions sur le pouvoir d'achat et sur les émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit là d'un vrai dilemme pour les socialistes et les Verts, et Éric Besson ne se prive pas d'appuyer dès maintenant sur ce point sensible.

Mais le nucléaire ne sera pas le seul sujet abordé, loin de là. Pour le président de cette commission, Jacques Percebois, « *on va travailler sur tous les aspects du dossier de l'énergie, sans aucune exclusive* ». Cela signifie que seront abordées les questions des prix, de l'emploi, des structures industrielles, des risques et de la prévention, de la pollution, de l'efficacité, d'économie de consommation, de l'indépendance ou de la sécurité d'approvisionnement. Mais d'autres points, négligés ces derniers mois, vont également être inclus dans les travaux. Il s'agit en premier lieu du sujet brûlant qui semblait tout conditionner il y a deux ans, avant la conférence de Copenhague, le climat. Plus personne n'en parle alors que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter (+ 5 % en 2010) et que se prépare dans les plus grandes difficultés la conférence de Durban, en décembre, qui s'annonce comme un nouvel échec retentissant. Au sein de la commission, on trouve deux spécialistes des liens entre énergie et climat, Christian de Perthuis, ancien chef de mission climat de la Caisse des dépôts et l'ingénieur Jean-Marc Jancovici. « *Le plus important,* estime Jacques Percebois, « *c'est de montrer qu'il peut apparaître des incohérences dans chaque scénario. Nous devons envisager l'hypothèse que l'on ne pourra pas tout faire en même temps, quel que soit le type d'énergie dont nous parlons.* » Dans un premier temps, les six groupes de travail pourront s'appuyer sur les rapports existant à l'horizon 2030. « *Nous devons faire une synthèse qui peut être assez rapide car à l'horizon de vingt ans, les choses sont à peu près figées. Si l'on regarde 2050, c'est beaucoup plus difficile car nous devons envisager de possibles ruptures de technologie.* »

Exemple : les énergies renouvelables qui produisent de l'électricité comme les éoliennes et le solaire sont handicapées par leur intermittence (la nuit, le soleil est couché et le vent ne souffle pas toujours) et par l'incapacité actuelle de stocker en quantité. Les batteries font l'objet de très importantes recherches. Si des solutions apparaissent, les renouvelables gagneront en pertinence.

Enfin, au-delà des débats souvent polémiques sur les coûts réels (le prix du nucléaire est-il bien calculé ou le réchauffement climatique aura-t-il un coût ?), l'intérêt de cette commission est aussi de remettre en avant quelques chiffres clés. En France, la part des énergies est la suivante : fossiles (charbon, gaz et pétrole), 75 % ; nucléaire, 17 % ; le reste se partageant entre l'hydraulique et les autres renouvelables (principalement de la biomasse).

Les conclusions de la commission devraient être remises avant la fin du mois de janvier.

Jean-Louis Caffier

Éric Besson inaugure à Bollène une centrale photovoltaïque.
PHOTO ANNE-CHRISTINE POUJOULAT/AFP

> « À L'HORIZON 2030, LES CHOSES SONT À PEU PRÈS FIGÉES. SI L'ON REGARDE 2050, C'EST BEAUCOUP PLUS DIFFICILE CAR NOUS DEVONS ENVISAGER DE POSSIBLES RUPTURES DE TECHNOLOGIES » **Jacques Percebois, président de la commission « Énergie 2050 »**

Des centrales sûres pour EDF

L'évaluation complémentaire de robustesse des centrales au-delà du domaine de sûreté, demandée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à l'exploitant pour chacune de ses 19 centrales, montre qu'en ce qui concerne les moyens préventifs de protection des installations contre les effets d'un séisme et d'une inondation, le niveau de robustesse actuel procure une marge satisfaisante au-delà du dimensionnement. Cette autoévaluation, selon des critères imposés par l'État, illustre également « *une bonne robustesse des moyens de secours en place en cas de perte totale et cumulée des sources électriques et de refroidissement* », écrit EDF dans chacun des rapports mis en ligne par l'ASN.

L'exploitant français propose toutefois de mettre en œuvre plusieurs « *parades supplémentaires* » pour éviter un scénario similaire à celui de Fukushima : mise en place de pompes autonomes pour préserver une source de refroidissement, groupe électrogène « *d'ultime secours* » sur chaque site et constitution d'une « *Force d'action rapide nucléaire (FARN)* » capable d'intervenir n'importe où en France dans les 24 heures.

L'ONG Observatoire du nucléaire a jugé « *indécente* » l'« *autosatisfaction d'EDF* », estimant qu' « *aucune crédibilité ne peut être accordée à l'autoévaluation de ses activités par une entreprise commerciale* ».

Selon EDF, il faudrait au moins 24 heures pour que le cœur d'un de ses réacteurs entre en fusion si une seule pompe subsistait pour alimenter le générateur de vapeur. Un délai qui serait seulement de « *quelques heures* » si le réacteur était totalement privé de pompe et donc d'injection d'eau. « *Dans cette dernière situation extrême, c'est le confinement assuré par le bâtiment réacteur qui apporte une autonomie d'un à trois jours, selon les scénarios d'accidents, avant rejets significatifs dans l'environnement* », écrit EDF.

« *Au-delà de cette autonomie, ces rejets resteraient très inférieurs à ceux enregistrés à Fukushima* », assure encore l'exploitant. Ces études, ainsi que celles déposées par Areva et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), seront analysées par l'ASN, qui présentera ses conclusions dans un rapport fin 2011.

Les « anti »... en fuite

Les ONG et associations antinucléaires ont décidé de ne pas participer aux travaux de la commission. Ils affirment, à l'image de Greenpeace, que « *la plupart des experts invités sont des pro-nucléaires notoires* ». Ils ont globalement raison, même si l'expression est très réductrice pour nombre d'entre eux. Le problème c'est que les personnalités qualifiées non « pro-nucléaires » qui avaient été conviées ont décliné l'offre. Jacques Percebois reconnaît être profondément déçu par ces refus de participer.

La FNH (ex-Fondation Hulot) avance un autre argument. Pour Benoît Faraco, « *on ne discute pas de l'énergie et de la place du nucléaire de manière sérieuse en trois mois* ». Le délai n'a pourtant pas posé de problème aux antinucléaires qui citent l'Allemagne en exemple. Angela Merkel avait décidé de sortir du nucléaire en... deux jours, après la victoire des Verts aux élections régionales dans le Bade-Wurtemberg !

Famille, je vous aime

La secrétaire d'État souhaite bâtir une « feuille de route » sur la famille qu'elle dévoilera d'ici le mois prochain. Depuis son entrée au Gouvernement, fin juin, Claude Greff se fait discrète, très discrète. Elle se tient à l'écart des médias mais travaille ses dossiers et va au contact des associations familiales. Rencontre avec celle qui demeure pour l'instant la plus mystérieuse et la plus inconnue du Gouvernement.

La poignée de main est ferme. Très ferme, même. L'œil est attentif. Un sourire éclaire son visage. *« Je suis confuse de vous avoir fait attendre… »* À peine trois mois qu'elle est ministre, Claude Greff habite le rôle, avec un naturel désarmant.

ERIC FEFERBERG/AFP

Le 29 juin dernier, elle monte les marches de l'Élysée, son premier Conseil des ministres. Rayonnante ! Elle donne le change. L'émotion la submerge. *« C'est fort »,* avoue-t-elle. Elle pense à sa famille, à ses parents. *« J'aurais aimé qu'ils me voient… Je suis là, je fais partie d'un groupe qui travaille à l'avenir de la France ! »*

Infirmière de profession, la voilà au plus haut sommet de l'État. C'est vrai, le parcours est exemplaire. Parfaite illustration de la méritocratie républicaine chère à Napoléon. C'est bien connu, chaque soldat a dans sa besace un bâton de maréchal. *« J'aime les gens »* aime à dire, à répéter, celle qui se définit comme une *« gaulliste humaniste »*. Aujourd'hui, on l'appelle Madame le ministre. Elle ne boude pas son plaisir. *« Je suis assez gâtée »*, confie-t-elle en souriant. Surprise d'être arrivée là ? Peut-être un peu. Si la politique est un don de soi, Claude Greff a beaucoup donné. De la Lorraine, où elle voit le jour, à la Touraine, sa terre d'adoption. Des années durant, elle a sillonné le pays, s'installant au gré des affectations de son mari, sapeur-pompier. La Touraine leur plaît. Le couple va y prendre racine. Son mari va mettre sa carrière entre parenthèses pour permettre à sa femme de se lancer en politique.

Une adhésion au RPR de Chirac en 1995, et une claque électorale ! Pas vraiment une bonne idée de figurer sur la liste de Jean Royer, maire de Tours depuis trente-six ans, qui cette année-là se fait sortir par la gauche. Rebelote en 2001, derrière la bannière de Donnedieu de Vabres. Il perd la mairie, elle gagne un siège de conseillère municipale d'opposition. Son véritable envol, ce sont les législatives de 2002. Sur le papier, la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire a l'aspect d'une citadelle. Claude Greff se lance à l'assaut, fleur au fusil, épaulée par sa famille et *« une dizaine de copains »*. De l'artisanat électoral. Au fait, y a-t-il un mode d'emploi pour faire campagne ? *« Je n'en avais aucune idée ! J'ai tout fait à l'instinct. Le terrain, les gens, il n'y a que cela qui compte. Mon mari m'a dit : "Si tu fais 15 %, je serai fier de toi !" J ai fait 33 % ! »* Députée en 2002, réélue en 2007. Ministre en 2011. Qui dit mieux ?

> « LE TERRAIN, LES GENS, IL N'Y A QUE CELA QUI COMPTE. EN 2002 MON MARI M'A DIT : "SI TU FAIS 15 %, JE SERAI FIER DE TOI !" J'AI FAIT 33 % ! AUJOURD'HUI, JE SUIS LA FEMME À ABATTRE, MAIS ILS NE SAVENT PAS QUI ILS ONT EN FACE »
>
> **Claude Greff, secrétaire d'État chargée de la Famille**

Le ministère de la Santé et de la Famille toujours en travaux, elle squatte chez les marins. Un immeuble 1930, face à l'École militaire. Un grand bureau, avec sur les murs – en guise de fresque – des cartes peintes. Souvenir de nos possessions d'avant-guerre. *« Un bel endroit »,* dit-elle en riant.

Sa nomination à la Famille, elle l'analyse comme un signe fort pour le monde associatif, dont elle est très proche. *« Le Président a toujours voulu une politique familiale intense et volontariste. »* Sa mission, valoriser cette politique auprès des Français. *« Je suis la secrétaire d'État de toutes les familles »,* martèle-t-elle. Comprenez par là les familles traditionnelles, recomposées, monoparentales. En France, la politique familiale coûte 100 milliards d'euros par an. Madame le ministre fourmille de projets. Il faudra faire vite. Le temps est compté. Elle veut, entre autres, créer des assistantes maternelles intérimaires. Elle puise ses idées sur le terrain, et non pas dans le cerveau des technocrates. Elle y tient. Pragmatisme et bon sens. Ses fonctions ne l'ont pas coupée des réalités. Un atout pour les Français. Un anachronisme dans le petit monde feutré des cabinets ministériels. Avec Roselyne Bachelot, son ministre de tutelle, le climat est au beau fixe. Les deux femmes se connaissent bien. Entre elles, c'est une vieille histoire. *« En 2000, j'ai créé Femmes de Touraine. Une association pour valoriser ce qui se faisait de bien dans mon territoire. Spontanément Roselyne est venue me soutenir. Ce fut le début de notre amitié. »*

« Sarkozy, je le connais très bien. Je souhaite qu'il se représente et l'accompagner… » Le jeudi soir, Claude Greff rentre à la maison, à Vouvray, préparer l'avenir. 2012 : un troisième mandat de députée ? Cela risque d'être difficile. Elle le sait. *« Je suis la femme à abattre ; mais ils ne savent pas qui ils ont en face. »* C'est vrai la gauche ferait une erreur, pis une faute en sous-estimant sa détermination. Il est vrai qu'une femme qui rêve que le 8 mars, journée de la Femme, n'existe plus est une femme dangereuse… *« Le jour où on n'en parlera plus, c'est que la cause des femmes aura beaucoup, beaucoup progressée ! »*

Jean-François Coulomb des Arts

Bulletin d'abonnement

42 numéros* pour 43 €
au lieu de 55 €

Tarif étudiant :
33 € pour 42 numéros* au lieu de 55 €

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2011

❑ OUI je m'abonne pour 42 numéros à l'Hémicycle, au tarif exceptionnel de 43 € TTC au lieu de 55 € TTC.

❑ OUI je m'abonne pour 42 numéros et je souhaite bénéficier du tarif « Étudiant » à 33 € TTC. Je joins une photocopie de ma carte d'étudiant de l'année en cours.

❑ Je vous joins mon règlement par chèque à l'ordre de l'Hémicycle.
❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée.
❑ Je préfère régler par mandat administratif.

Nom
Prénom
Société
Fonction
Adresse
Code postal Ville
Tél. (facultatif) Fax e-mail

Date et signature

Bulletin d'abonnement à retourner sous enveloppe affranchie à l'Hémicycle, 55, rue de Grenelle, 75007 Paris
courriel : abonnement@lhemicycle.com

l'Hémicycle

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

* Soit environ un an, en fonction du calendrier parlementaire.

Sur le Web, rien n'est moins sûr

La sécurité informatique aujourd'hui n'est pas assurée. La protection des systèmes, des réseaux et des données requiert une surveillance développée à l'échelle planétaire. Pour l'heure, aucun logiciel ne peut assurer une telle surveillance. Inquiétant.

Réseaux sans fil, cloud, smartphones, Internet des objets, la révolution numérique bouleverse notre quotidien. D'ici quelques années, nos vies seront dépendantes d'un univers digital virtuellement sans limites. Cela pose dès à présent une question majeure : comment assurer la sécurité de cette énorme machinerie digitale que nous construisons ?

Certes, la question de la sécurité informatique n'est pas récente. Avant même l'accès à Internet pour le grand public, les virus, ces programmes malveillants conçus par des pirates, circulaient via des disquettes ou des CD contenant des données corrompues. Les services informatiques d'entreprise ont une longue expérience du combat pour la sécurité et l'intégrité des systèmes d'information.

Mais nous entrons désormais dans une nouvelle ère. Les entreprises ne sont plus les seules cibles de la criminalité informatique, le grand public est largement visé. Aujourd'hui, nos téléphones mobiles sont déjà vulnérables aux virus et autres programmes zombies. Demain, ce sont nos maisons, nos voitures, les réseaux de transports, d'électricité, d'eau, tous les services vitaux seront connectés.

Une attaque malveillante et ce sont des pans entiers de notre quotidien qui pourraient cesser de fonctionner ou devenir fous. Avec des conséquences bien réelles sur la vie des gens. Vols de données personnelles via les réseaux sociaux, écoutes sauvages des conversations de cellulaires ou envois de SMS vers des services surtaxés ne sont que des exemples bénins. L'arrêt des systèmes informatiques financiers et bancaires consécutifs aux attentats du 11 septembre 2001 a coûté des milliards de dollars à l'économie américaine. Si un pirate concevait un virus capable de s'attaquer aux compteurs électriques intelligents que ERDF va mettre en place, il pourrait fausser les relevés, ce qui rendrait les factures incohérentes. Un cauchemar pour les fournisseurs d'énergie.

La sécurité dans un monde largement dépendant des systèmes informatiques interconnectés est un enjeu majeur. Nous allons devoir inventer de nouvelles méthodes de protection, bien plus efficaces, adapter les lois en vigueur. Comment poursuivre un cybercriminel qui s'attaquerait aux intérêts français depuis une connexion en Somalie ? Les difficultés qu'ont connues les États-Unis à traquer les « hackers » (pirates informatiques) étrangers nous mettent en garde. Un monde informatisé aura besoin d'une sécurité pensée à l'échelle planétaire. **Manuel Singeot**

> « UNE ATTAQUE MALVEILLANTE ET CE SONT DES PANS ENTIERS DE NOTRE QUOTIDIEN QUI POURRAIENT CESSER DE FONCTIONNER OU DEVENIR FOUS »

JEFF PACHOUD/AFP

La cyberguerre a déjà commencé

La vulnérabilité engendrée par cette mondialisation numérique a déjà permis des attaques d'envergure. Les pirates ne travaillent pas tous pour leur compte et certains États sont déjà soupçonnés de se livrer à une cyberguerre, silencieuse, mais bien réelle. En février dernier, le gouvernement canadien avait été la cible d'une attaque délibérée. Les ordinateurs utilisés étaient situés en Chine, le gouvernement chinois avait démenti toute implication. Durant l'été, un documentaire sur l'armée diffusé sur la télévision chinoise montrait des images d'un programme informatique élaboré, d'après les informations affichées, par l'université de génie électrique de l'armée de libération.

Ce programme ciblait une adresse Internet américaine. Premier indice concret venant étayer les soupçons concernant un programme gouvernemental. Toujours en août, McAfee, une des entreprises leaders dans la sécurité informatique, publiait les conclusions d'une enquête tendant à prouver que durant cinq ans une « entité étatique » aurait mené une cyberattaque contre plusieurs États dont les États-Unis, Taïwan, l'Inde ou la Corée du Sud, mais aussi des ONG ou des organisations internationales comme le Comité international olympique ou les Nations unies. Les données confidentielles de ces deux derniers organismes auraient été massivement pillées. Là encore, les regards se tournent vers l'empire du Milieu.

Le chiffre

71 %

des entreprises mondiales victimes de cyberattaques.
En léger progrès, ce pourcentage met en lumière l'étendue du problème d'autant que 9 entreprises attaquées sur 10 ont subi des dommages.
(Source Symantec, State of Security 2011)

En bref

SMARTPHONES ET TABLETTES PERSONNELS AU TRAVAIL, UN SOUCI POUR LES DSI*

En 2011, 40 % des employés déclarent se servir ou avoir utilisé un de leurs terminaux informatiques personnels dans le cadre de leur activité professionnelle. Smartphones, tablettes, ordinateurs portables personnels sont utilisés afin de synchroniser les agendas, faire du télétravail en accédant au système d'information de l'entreprise. Une charge de travail supplémentaire pour les informaticiens, qui doivent s'assurer que ces outils ne servent pas d'entrée à des virus et aux piratages.

*Direction des systèmes d'information

NOUVEAU SYSTÈME DE SÉCURITÉ CHEZ MICROSOFT

Avec la sortie de Windows 8, Microsoft annonce une petite révolution dans la sécurisation de nos ordinateurs et tablettes : le « picture password ». Ce système mêlera imagerie et technologie tactile. L'utilisateur choisira une image personnelle et devra faire une combinaison de trois mouvements des doigts sur l'écran. Au démarrage, l'ordinateur affichera l'image et cette combinaison, qui devra rester simple pour être mémorisée facilement, déverrouillera la session.

UNE AUTORITÉ DE CERTIFICATION VICTIME D'UN PIRATAGE

GlobalSign, organisme chargé de délivrer des certificats électroniques d'authenticité (indispensables notamment pour les transactions électroniques), a été récemment victime d'une intrusion sur l'un de ses serveurs. Le pirate n'a pas pu générer de certificats frauduleux, mais cette affaire, qui vient après les piratages de Comodo et DigiNotar, met en lumière les failles de sécurité chez ces organismes stratégiques pour la sécurité du Web.

LES PAYS-BAS CIBLÉS PAR DES ATTAQUES INFORMATIQUES

Le piratage des certificats d'authentification a permis cet été à un hacker iranien de s'en prendre aux systèmes informatiques gouvernementaux néerlandais. Dans un pays où 90 % de la population est connectée et où les autorités poussent le e-gouvernement très loin, les dégâts peuvent être importants, surtout en ce qui concerne le vol de données confidentielles. Le pirate aurait agi par patriotisme et pour venger le massacre de Srebrenica.

Chaque semaine, le tour du monde des blogs

par Manuel Singeot

Après les déclarations de Robert Bourgi

La Françafrique au pilori sur la blogosphère

Pour une fois unanimes, les blogueurs ont été des milliers à dénoncer la Françafrique. Nombre d'entre eux doutent que la corruption se soit arrêtée aux portes des palais nationaux en 2007.

La blogosphère a beaucoup relayé et commenté les scandales politico-financiers. Affaires Bettencourt, Woerth, Guérini, à chaque fois c'est la même levée de boucliers. Les déclarations de M. Bourgi sur l'argent de la Françafrique ont provoqué un raz de marée de réactions sur le Web. Exemple : Allain Jules dénonce un écran de fumée destiné à la fois à masquer le comportement économique de la France en Afrique, mais aussi à déstabiliser un rival politique.

Allain Jules

« C'est à en perdre son latin. Entre les cris d'orfraie et ceux qui jouent les vierges effarouchées, la France semble découvrir que ses politiques, au plus haut sommet de l'État, ont toujours été corrompus. "Tout pour ma gueule et rien pour les autres." Ainsi va l'Hexagone, cette donneuse de leçons, qui est pourtant empêtrée depuis la nuit des temps dans le vol caractéristique des ressources africaines. Pour que la pilule passe auprès de l'opinion, certains esprits chagrins se précipitent pour dire que cet argent-là est celui de l'aide à la coopération. Que nenni ! Quid de l'uranium, du pétrole, de l'or, de la bauxite, bref de toutes les matières premières. Comme par hasard, Robert la gâchette Bourgi, avec son conte mâtiné d'exotisme pérore dans les médias. Dans sa diatribe, il tente de flinguer Mamadou alias Dominique de Villepin, candidat déclaré à l'Élysée, et son mentor Jacques Chirac. Porte-flingue du 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré ? Sans doute, d'autant plus qu'il tente d'exonérer l'actuel locataire. »

→ allainjules.com

Bakchich se demande si ce déballage ne va pas finir par atteindre l'Élysée et rappelle :

Bakchich

« L'écho provoqué risque de se propager au-delà de ce que désire le conseiller officieux de Nicolas Sarkozy. Ancien patron de la cellule Afrique, le chiraquien Michel de Bonnecorse affirme dans le livre à paraître de Pierre Péan, La République des mallettes, *que Sarko Ier a bénéficié de l'argent africain pour financer sa campagne de 2007. Grande argentière et fille d'Omar Bongo, Pascaline avait assisté au premier meeting de campagne du candidat Sarkozy le 14 janvier 2007. Dans son documentaire* "Françafrique, 50 ans sous le sceau du secret", *Patrick Benquet avait noté qu'elle s'était assise dans les premiers rangs, réservés aux grands donateurs du parti… »*

→ www.bakchich.info

L'association Survie dénonce au travers des révélations de M. Bourgi une politique française africaine continue depuis cinquante ans :

Survie

« Le financement occulte des partis politiques français n'est qu'une facette. Il s'accompagne du pillage des matières premières des pays africains, d'une position quasi monopolistique des entreprises françaises sur bien des marchés de ces anciennes colonies et surtout du soutien à des régimes autoritaires par la diplomatie et les forces armées. Au-delà des mallettes et des millions d'euros évoqués dans cette affaire, il est utile de rappeler que l'Afrique est victime d'une prédation économique et financière particulièrement sophistiquée. Depuis l'affaire Elf, il est ainsi de notoriété publique que les paradis fiscaux offrent une opacité parfaite pour les transactions occultes. Il est également utile de rappeler que cette affaire illustre l'absence totale de contrôle de la politique de la France en Afrique, que ce soit par le Parlement, la société civile et autres contre-pouvoirs. Au-delà des mécanismes institutionnels défaillants il y a aussi le renoncement de beaucoup qui « savent » ou « devinent » et se taisent. »

→ survie.org

Jacques Foccart, conseiller de Georges Pompidou, accueille Omar Bongo sur le perron de l'Élysée (novembre 1973). PHOTO AFP

Mais au-delà de la dénonciation, les blogueurs se demandent si la corruption de la classe politique peut être réellement combattue. Philippe Bilger constate avec tristesse et colère que la multiplication des affaires nourrit le sentiment de rejet de la classe politique par la certitude d'une corruption généralisée.

Philippe Bilger

« Le pire est que le nauséabond chuchoté ou proclamé n'étonne plus personne. Il y a comme une évidence de l'absence de rectitude dans notre pays. On se doute que Bourgi ne s'est pas réveillé spontanément, on présume que Jacques Chirac, Dominique de Villepin, Alain Juppé (pour le Club 89) et Jean-Marie Le Pen ne sont pas mis en cause pour rien et on éclate d'un rire amer quand on prétend exonérer Nicolas Sarkozy. On n'oublie pas non plus les frères Guérini. »

→ www.philippebilger.com

Vu de l'étranger

La Françafrique est un pillage

Les blogueurs des différents pays africains sont très nombreux à avoir réagi aux révélations de M. Bourgi. Les chefs d'États africains cités sont pointés du doigt et ces pratiques largement dénoncées comme une forme choquante de pillage des ressources de pays pauvres.
Tahirou Barry, président du Parti pour la renaissance nationale (Paren), fait ce commentaire sur Fasozine, blog burkinabé.

Fasozine

« Je n'ai aucune raison de douter des propos d'un monsieur qui passe pour être, depuis 2000, un homme du sérail de la nébuleuse Françafrique ! M. Bourgi n'a fait qu'étaler au grand jour les manœuvres malsaines et honteuses de ceux qui sont censés nous sortir de notre sous-développement. Des caisses d'argent ont toujours été convoyées vers l'Élysée par nos premiers dirigeants pour jouir des bonnes grâces du président français. En retour, celui-ci leur assure l'impunité et la pérennité au pouvoir. Ce qui est choquant, c'est que ce sont les maigres ressources du pays qui sont dilapidées pour perpétuer ce triste réseau de la Françafrique pendant que l'immense majorité de nos populations meurent de faim, de soif, de maladies et de misère. »

→ fasozine.com

l'Hémicycle

EIP l'Hémicycle, Sarl au capital de 12 582 €. RCS : Paris 443 984 117.
55, rue de Grenelle - 75007 Paris. Tél. 01 55 31 94 20. Fax : 01 53 16 24 29. Web : www.lhemicycle.com - Twitter : @lhemicycle
GÉRANT-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Bruno Pelletier (brunopelletier@lhemicycle.com) DIRECTEUR Robert Namias (robertnamias@lhemicycle.com) RÉDACTEUR EN CHEF Joël Genard (joelgenard@lhemicycle.com). ÉDITORIALISTES Michèle Cotta, Axel de Tarlé, Bruno Jeudy, Paul Lefèvre, Catherine Nay AGORA Ludovic Vigogne L'ADMIROIR Éric Fottorino ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO Ludovic Bellanger, Jean-Louis Caffier, François Clemenceau, Jean-François Coulomb des Arts, Anita Hausser, Béatrice Houchard, Manuel Singeot CORRECTION Aurélie Carrier MAQUETTE David Dumand STAGIAIRE Gabrielle Besenval DIRECTRICE COMMERCIALE /PARTENARIATS Violaine Parturier (violaineparturier@lhemicycle.com, Tél. : 01 45 49 96 09) IMPRESSION Roto Presse Numéris, 36-40, boulevard Robert-Schumann, 93190 Livry-Gargan. Tél. : 01 49 36 26 70. Fax : 01 49 36 26 89. Parution chaque mercredi ABONNEMENTS abonnement@lhemicycle.com COMMISSION PARITAIRE 0413C79258 ISSN 1620-6479

Si nous fournissons une énergie plus propre aux transports en commun de Lille, nous pouvons aussi le faire pour le petit train de Marius.

© JASON HINDLEY GIBLIN - SAATCHI & SAATCHI - GDF SUEZ - SA AU CAPITAL DE 2 250 268 277 € - RCS NANTERRE 542 107 651

Gaz de France Provalys — Une marque de GDF SUEZ

Gaz de France DolceVita — Une marque de GDF SUEZ

Pour réduire l'impact sur l'environnement des transports en commun de Lille, Gaz de France Provalys approvisionne les bus de la ville en Gaz Naturel Véhicules, un carburant faiblement émetteur d'oxydes d'azote. Et pour que, vous aussi, vous puissiez faire un geste en faveur de l'environnement, Gaz de France DolceVita vous propose l'offre de marché 2 énergies Nature qui associe une électricité compensée 100 % hydraulique et un gaz naturel 100 % compensé carbone(1).

Dans votre ville, votre entreprise, comme chez vous, GDF SUEZ vous apporte une énergie plus sûre, plus respectueuse, mieux consommée.

(1) Les conditions de souscription de cette offre de marché DolceVita 2 énergies Nature sont disponibles sur le site www.dolcevita.gazdefrance.fr. Pour 100% de l'électricité que vous achetez, GDF SUEZ achète son équivalent en électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable d'origine hydraulique. Les émissions de CO_2 issues de la consommation de gaz naturel sont compensées par l'achat par le client de crédits carbone.

GDF SUEZ

ÊTRE UTILE AUX HOMMES

L'ÉNERGIE EST NOTRE AVENIR, ÉCONOMISONS-LA !